



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2431
6 mars 2015
1,20 € • DOM: 1,80€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Le journal
d'Arlette Laguiller

**Contre le nationalisme,
l'antisémitisme et tous les racismes**

Vive la lutte de tous les travailleurs!



8 mars

**La lutte pour les
droits des femmes
toujours d'actualité**

page 6

Hôpital public

**Plan
d'économies
criminel**

page 7

Grèce

**Quelle voie
pour les
travailleurs?**

page 16

À bas tous les racismes, vive la lutte des travailleurs !

Loin du mythe de l'unité nationale, le contexte qui fait suite aux attentats de début janvier est marqué par la multiplication de propos et d'actes antisémites et racistes. S'il ne s'agissait que de la bêtise de quelques abrutis, ce serait déjà un problème. Mais le plus grave, c'est que l'exemple vient d'en haut.

Ce n'est pas un hasard si le FN attire des candidats appelant sur Facebook à la destruction des Juifs ou écrivant des horreurs du genre : « *Marine, tu es la réincarnation de Hitler, tu vas nettoyer la France.* » Quand Marine Le Pen n'utilise pas les ignobles tueries perpétrées par des terroristes fanatisés pour distiller le racisme, elle monte les travailleurs ou les chômeurs les uns contre les autres, en fonction de leur nationalité ou de leur religion. Comme les intégristes, elle cherche à creuser un fossé de haine au sein même de la population.

Oh, elle n'est pas la seule à le faire ! Entre les déclarations de Roger Cukierman, représentant autoproclamé d'une « communauté juive », accusant « *les jeunes musulmans* » de tous les actes antisémites, le délire nationaliste et raciste d'un Eric Zemmour et l'obsession antisémite d'un Dieudonné, on en a jusqu'à la nausée. Mais cet engrenage où le racisme des uns nourrit celui des autres est le fonds de commerce du Front national depuis toujours.

D'une autre façon, avec ses discours sur l'unité nationale, Hollande ne fait rien d'autre qu'opposer ceux qui se reconnaissent dans la « communauté française » aux autres communautés et à nous embrigader derrière ses aventures guerrières en Afrique et au Moyen-Orient. Du FN au PS, tous dénoncent le communautarisme pour mieux l'attiser.

Il faut se garder d'un tel piège. Oui, nous sommes bien en état de guerre. Mais il ne s'agit pas de la prétendue guerre livrée par les « démocraties » au terrorisme. Il s'agit de la guerre sociale, indissociable du capitalisme.

Quand un milliard de personnes sont condamnées à survivre avec un euro par jour et que, sur la même journée, d'autres accumulent un ou deux millions, il faut parler de guerre sociale. Quand, pour se vautrer dans le luxe, une minorité pille des régions entières, exploite le dénuement des populations, quitte à les livrer à la barbarie des pires

bandes armées, il faut parler de guerre sociale. Dans les pays riches, il faudrait être aveugle pour ne pas voir que, dans cette période de crise, les dizaines de milliards avec lesquels les grands groupes se rachètent, spéculent et arrosent leurs grands actionnaires et leurs PDG, proviennent de l'aggravation de l'exploitation, des emplois supprimés, de la précarité, des bas salaires et du pillage des caisses de l'État.

Dans la société capitaliste, une loi non écrite veut que l'argent aille à l'argent. Les plus pauvres et les plus exploités peuvent travailler toute leur vie, ils ne s'enrichiront pas. Cette loi découle de la lutte de classe que la bourgeoisie mène contre le monde ouvrier et elle s'impose, implacable, partout.

Elle s'abat indifféremment sur tous les travailleurs, quelle que soit leur origine ou leur religion. Inverser le rapport de force avec la classe capitaliste est pour les travailleurs une nécessité vitale, et cela ne peut se faire que collectivement, en se battant contre tout ce qui divise le monde ouvrier : le nationalisme, le communautarisme et le racisme.

On nous rabâche que notre identité dépend de notre origine, de notre nationalité ou de notre confession. Mais un aspect essentiel de notre vie et de notre identité, c'est que nous sommes des travailleurs, des ouvriers, des employés, gardiens, aides-soignantes ou caissières. Notre condition de travailleur exploité nous unit, pour le meilleur et le pire. Au-delà de nos différences, nous partageons les fins de mois difficiles, les pressions des chefs et la menace du chômage.

Alors, il faut serrer les rangs, rejeter ceux qui veulent dresser un mur entre nous et affirmer notre conscience d'appartenir à une seule et même classe sociale, la classe ouvrière. Une classe qui ne pourra s'émanciper de l'oppression qu'en détruisant sa cause, l'organisation capitaliste de l'économie.

Seul le mouvement ouvrier communiste, dont l'ambition est de renverser le capitalisme et de supprimer l'exploitation de l'homme par l'homme, est porteur de cet idéal. Seule la classe ouvrière en lutte contre la domination de la bourgeoisie peut espérer balayer la société de ses tares, des guerres et des multiples oppressions et préjugés qu'elle charrie.

Renouer avec cette perspective est une nécessité pour que la société ne sombre pas dans la barbarie.

Au sommaire

LEUR SOCIÉTÉ

Valls contre les pauvres	3
Chômage	3
Élections départementales	3
Le FN	4
Sarkozy / Hollande	4
Dieudonné	4
Collection de riches	4
La course aux dividendes	5
Capital cannibale	5
Mac Do	5
Médicaments génériques	5
Journée internationale des femmes	6
Violation des droits de l'homme	6
Chômage : droits rechargeables	6
Hôpitaux : suppressions d'emplois	7
CHU - Nancy	7

Comment la grippe est devenue plus dangereuse	7
Econouv	7
Le plan antifraude de la SNCF	11
Hébergement d'urgence	11
Le Sénat	11
Discriminations à l'embauche	11
Lycée Marcel-Sambat - Vénissieux	12
Université Paris Sud - Orsay	12
Université Paris 8 - Saint-Denis	12
FNAC	12

DANS LE MONDE

Russie	8
La diplomatie de l'impérialisme	8
Italie	9

Mali	9
Arabie saoudite	9
Algérie: gaz de schiste	15
Déficit budgétaire	15
Grèce	16
Parlementaires auprès d'Assad	16
États-Unis - Chicago	16

IL Y A 50 ANS

L'assassinat de Malcolm X	10
---------------------------	----

ENTREPRISES

Continental Clairoux	13
Airbus Nantes et Saint-Nazaire	13
Saint-Jacques-de-la-Lande (35)	13
La Poste - Basse-Normandie	14
Tri postal - Limoges	14
Groupe Bigard	14
Abattoirs AIM	14

Lutte Ouvrière dans les kiosques

Notre journal est disponible chez les marchands de journaux, distribué par les Messageries lyonnaises de presse (MLP).

Les idées que nous défendons doivent pouvoir entrer en contact avec un plus large public. C'est pourquoi nous comptons sur tous nos amis, militants et sympathisants ou lecteurs occasionnels. Ils peuvent intervenir auprès des marchands de journaux qu'ils connaissent, pour que ceux-ci affichent notre journal, et les en remercier, non seulement en leur achetant *Lutte Ouvrière* mais en les privilégiant pour leurs autres achats de presse. Ils peuvent aussi nous signaler les points de vente où *Lutte Ouvrière* n'apparaît pas, mais où ils pensent que ce serait souhaitable. Sur le site Internet de *Lutte Ouvrière* (rubrique « dans les kiosques ») on peut désormais trouver la liste des points de vente où notre journal est disponible.

Merci à tous nos lecteurs de faire mieux connaître *Lutte Ouvrière*.

Valls lutte contre les pauvres, pas contre la pauvreté

Dans le cadre du plan quinquennal de lutte contre la pauvreté, le Premier ministre a présenté mardi 3 mars les contours de la prime d'activité qui doit remplacer la prime pour l'emploi (PPE) et le RSA-activité à partir du début de l'année prochaine.

Les associations de lutte contre la pauvreté dénoncent depuis longtemps la situation actuelle. La PPE est d'un montant dérisoire, de l'ordre de 36 euros en moyenne par an. Mais elle a au moins l'avantage d'être perçue automatiquement par les salariés qui gagnent entre 0,3 et 1,3 fois le smic. Pour le RSA-activité par contre, censé venir compléter le salaire des travailleurs pauvres, c'est la croix et la bannière pour l'obtenir: six pages de formulaires, un tombereau de justificatifs exigés et le risque d'avoir à payer des trop-perçus si on a travaillé

quelques heures de plus le mois suivant. En conséquence, à peine un tiers des salariés qui y ont droit l'ont touché l'année dernière.

Remplaçant les deux précédents dispositifs, la nouvelle prime d'activité a été calculée sur mesure pour ne pas coûter un sou de plus. Des salariés vont même en être exclus, puisque la limite pour y avoir droit a été abaissée à ceux qui touchent 1,2 fois le smic maximum. Les revenus du foyer, qui seront désormais pris en compte pour le calcul du montant de la prime, le réduisent

dans la plupart des cas. Face aux demandes des associations de lutte contre la pauvreté, le gouvernement a accepté que la prime soit étendue aux jeunes travailleurs à partir de 18 ans. Mais ce seront alors les revenus des parents dont ils partagent le logement qui entreront en ligne de compte.

Au bout du compte, d'après des conseillers de Matignon, la nouvelle prime devrait bénéficier à encore moins de salariés, autour de quatre millions, au lieu de six aujourd'hui.

La présentation du nouveau dispositif par le gouvernement a été accompagnée des discours réactionnaires habituels, la prime devant « inciter à travailler davantage ». Comme si c'étaient les travailleurs qui décidaient de leurs salaires de misère, comme s'ils choisissaient d'avoir des contrats précaires de quelques heures par semaine !

C'est le patronat qui est le principal responsable de la montée de la pauvreté, supprimant des emplois en masse et imposant des conditions de travail de plus en plus dégradées. Ce qu'il faudrait, c'est la répartition du travail entre tous et des salaires qui permettent à chacun de vivre.

Gilles Boti

DIALOGUE SOCIAL



Élections départementales : les candidats de Lutte Ouvrière

Le premier tour des élections départementales aura lieu dimanche 22 mars. Des militants de Lutte Ouvrière se présentent dans 16 cantons : Château-Thierry (Aisne), Rochefort (Charente-Maritime), Lannion (Côtes-d'Armor), Chartres-1 (Eure-et-Loir), Saint-Nazaire-1 et Saint-Nazaire-2 (Loire-Atlantique), Val de Lorraine Sud (Meurthe-et-Moselle), Fourmies (Nord), Maubeuge (Nord), Beauvais-1 et Beauvais-2 (Oise), Montrouge-Malakoff (Hauts-de-Seine), Livry-Gargan - Clichy-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), Argenteuil-1, Argenteuil-2 et Argenteuil-3 (Val-d'Oise).

Si nos camarades se présentent, ce n'est pas en raison des enjeux de ces élections, qui sont insignifiants. Les compétences futures des conseils départementaux (les anciens conseils généraux) sont d'ailleurs en discussion au Parlement, et

sont en concurrence avec celles des futures grandes régions et autres « métropoles ». Il n'empêche : les grands partis se disputent les places.

Cependant, les révolutionnaires peuvent profiter de toutes les échéances électorales, même celles dont la portée est limitée, pour affirmer leurs idées. C'est le sens des candidatures de Lutte Ouvrière : affirmer la présence d'un courant politique et, contre le capitalisme et tous les politiciens à son service, faire entendre le camp des travailleurs !

Pour en savoir plus, rendez-vous sur le site de Lutte Ouvrière, onglet « En régions ».

Nos camarades de Combat Ouvrier se présentent également en Guadeloupe, dans le canton de Capesterre-Belle Eau. Voir <http://www.combat-ouvrier.net>

Michel Bondelet

Chômage : quand moins égale plus

Le gouvernement s'est montré satisfait des derniers chiffres du chômage : « Un encouragement à poursuivre », a déclaré Valls. Selon Pôle emploi, en janvier le chômage a baissé de 19 100 personnes, pour la première fois depuis des mois.

Oui mais voilà, il y a plusieurs catégories de chômeurs. La catégorie A,

chômeurs complets, a en effet baissé. Mais les autres catégories, chômeurs n'ayant eu qu'une activité réduite, a augmenté.

Tout tient dans la façon de présenter les choses. Et le pire c'est que les prévisions pour les mois prochains sont toujours alarmistes.

Le gouvernement se réjouit, mais il y a plutôt de quoi s'inquiéter.

AGENDA

Réservez votre week-end de la Pentecôte
Samedi 23, dimanche 24 et lundi 25 mai

La Fête de Lutte Ouvrière à Presles (Val-d'Oise)

Carte d'entrée pour les 3 jours : 12 euros (jusqu'au 12 avril)
auprès de nos camarades ou en écrivant au journal

Fêtes régionales de Lutte Ouvrière

Saint-Denis

Samedi 7 mars à partir de 16 h

Salle de la Légion-d'honneur, 8, rue de la Légion-d'honneur

Argenteuil

Dimanche 8 mars à partir de 12 h

Espace Jean-Vilar, 8, boulevard Héloïse à 12 h 45 : allocution de Nathalie Arthaud

Creil

Samedi 21 mars à partir de 16 heures

Salle Georges-Brassens, Villers-Saint-Paul

Cercle Léon Trotsky

Un quart de siècle après l'éclatement de l'URSS, le peuple ukrainien victime des rivalités entre l'impérialisme et la Russie de Poutine

Vendredi 6 mars à 20 h 30 à Aubervilliers

Docks de Paris-Eurosites
Avenue des Magasins-général
Bâtiment 282

Méto Front-Populaire (ligne 12)

Participation aux frais : 3 euros

Pour combattre le FN : le chemin de la lutte de classe

Dans la perspective des élections départementales du 22 mars, le Front national se trouve une fois de plus au centre du débat. Au-delà des campagnes politiciennes du PS et de l'UMP se présentant en rempart contre le FN, au-delà des titres des médias prédisant une poussée de l'extrême droite, l'inquiétude est réelle parmi les travailleurs et l'électorat de gauche.

En effet, autour de l'électorat traditionnel de l'extrême droite, grossi depuis quelques années des déçus de la droite, s'agrègent désormais des travailleurs dégoûtés par une gauche pour laquelle ils votaient traditionnellement, et des jeunes sans tradition politique. Certes, cette tendance reste pour l'instant dans un cadre électoral, et des millions de travailleurs déçus de la gauche se contentent de marquer leur désaveu en s'abstenant. Il faut pourtant lui chercher une réponse.

Elle ne peut pas venir du PS. Ses attaques contre les travailleurs, sa soumission aux intérêts du capital, son mépris affiché pour les pauvres, l'arrogance de ses dirigeants amènent chaque jour des voix au FN. La préférence affichée de Valls

d'être le rempart contre l'extrême droite n'enlèvera pas une seule voix au FN et convaincra bien peu d'ouvriers abstentionnistes de revenir aux urnes. Tout au plus le Premier ministre espère-t-il récupérer dès le premier tour des électeurs écologistes ou Front de gauche. Cela suffirait peut-être à son bonheur électoral, mais ne réglerait en rien la question de la montée des idées réactionnaires dans le monde du travail,

ni celle de la progression électorale du FN.

La solution ne peut pas venir non plus des dirigeants du PCF : à cause de toute sa politique passée, les électeurs de gauche déçus les mettent avec quelque raison dans le même sac que le PS.

La solution ne peut venir d'aucune combinaison électorale. En vérité, elle ne peut absolument pas venir des élections. Et c'est bien la première chose à dire aux travailleurs tentés par le FN. C'est le grand patronat qui écrit la musique. Le gouvernement, qu'il soit PS, UMP ou éventuellement FN, se contente de l'interpréter. Le Pen défend l'exploitation capitaliste, la propriété privée, le profit. Arrivée aux affaires,

elle ferait au gouvernement la politique du grand capital. Licenciements, bas salaires, économies sur les budgets sociaux, abandon des classes populaires et des quartiers ouvriers, tout continuerait. De ce point de vue, et c'est la base de tout, Le Pen n'apporterait aucun changement.

La différence, et elle pourrait être lourde de conséquences, c'est que le FN défendrait le profit en faisant baisser les salaires à coups de bâton, contre les immigrés d'abord, contre tous les travailleurs ensuite. Ce serait peut-être des voix de travailleurs salariés déboussolés qui lui auraient permis de faire la différence dans les urnes, mais c'est la pression des petits patrons hargneux

composant l'essentiel de sa clientèle et de ses cadres qui lui servirait à mettre au pas les travailleurs. Pour ces gens-là, les travailleurs sont toujours trop payés, manquant d'ardeur au travail, trop enclins à suivre les syndicalistes.

Pour lutter contre l'influence du FN parmi les travailleurs, il faut s'adresser à eux sur une base de classe et leur montrer en quoi Le Pen, comme le PS et comme l'UMP, milite pour la classe des exploités. Il faut leur dire que personne d'autre qu'eux-mêmes ne défendra leurs conditions de vie, leurs emplois, leurs salaires. Il faut faire appel à leur conscience de classe et militer pour qu'elle reprenne vigueur.

Paul Galois

FN : la vérité sort de la bouche d'égout

Il y a ce que dit Marine Le Pen à la télévision, et ce que disent certains candidats du FN sur les réseaux sociaux. Le journal *L'Humanité* en a composé un florilège édifiant. Cela va de «*Marine tu es la réincarnation de Hitler pour nettoyer*

la France» à la proposition d'organiser des chasses à l'Arabe, en passant par toute la litanie des inscriptions racistes et méprisantes qui feraient honte même à un mur de pissotière.

Cette expression brute du racisme et de la haine

des pauvres, ces promesses de matraquage rappellent que, contrairement à ce que disent les vrais ou faux naïfs, on a déjà «*essayé*» ou vu à l'œuvre ceux qui ont choisi pour porte-drapeau Le Pen et comme parti le FN : sous la forme des

ratonneurs et tortionnaires de l'Algérie française, des miliciens de Pétain. Jamais, au grand jamais, ils n'ont amélioré le sort des travailleurs, quand ils ont eu ne serait-ce qu'une once de pouvoir. Bien au contraire.

P. G.

Sarkozy passe à Hollande... qui passe à Valls qui passe à Sarkozy...

Sarkozy a lancé la campagne de l'UMP pour les élections départementales avec une longue interview dans *le Figaro*.

Il a vanté sa politique passée : 150 000 postes de fonctionnaires supprimés sous son quinquennat, jamais aucun coup de pouce au smic, l'âge de départ en retraite passé de 60 à 62 ans, et bien d'autres mesures antiouvrières encore. Cette énumération rappelle les coups du gouvernement précédent, au cas où, sous les coups du gouvernement actuel, on les aurait oubliés.

Pour l'avenir, Sarkozy souhaiterait remettre en place la règle du non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux, faire passer l'âge de départ en retraite à 63 ans, supprimer l'impôt sur la fortune, permettre aux entreprises qui le souhaitent de sortir des 35 heures, et lancer d'autres attaques contre le Code du travail.

Amoins de trois semaines des élections départementales, Sarkozy cherche à rallier son électorat traditionnel, c'est-à-dire avant tout un électorat antiouvrier qui

aime qu'on lui dise qu'on va faire payer les ouvriers. Et la politique que vante le chef de l'UMP est évidemment en droite ligne de celle qu'il a appliquée.

Mais elle serait aussi complètement dans la continuité de celle que mène le gouvernement actuel. Valls et Macron, avec leur nouveau projet de loi sur le prétendu dialogue social,

veulent déjà mettre en place un bout du futur programme de Sarkozy.

La politique des uns prend très bien le relais de celle des autres, car elles sont toutes les deux au service du patronat. La seule différence, c'est qu'ils ne cherchent pas les voix des mêmes électeurs pour se faire élire.

P. R.

Dieudonné aime Ahmadinejad

L'humoriste d'extrême droite est allé à Téhéran remettre une «*quenelle d'or*» à l'ancien président iranien. Au pouvoir de 2005 à 2013, Ahmadinejad réprima les femmes réclamant plus de droits, les militants ouvriers en lutte, et écrasa

dans le sang la contestation en 2009. La torture et le viol faisaient partie de l'arsenal du régime.

Anti-système, Dieudonné ? Non, il adore les bourreaux : il suffit qu'ils soient aussi antisémites que lui.

Collection de riches

On peut collectionner les poupées anciennes ou les timbres. Le magazine américain *Forbes*, lui, collectionne les milliardaires, qu'il classe soigneusement tous les ans depuis trois décennies.

Le crû 2014 ne déparera pas. Les milliardaires de la planète sont 1 826, soit 10 % de plus que l'an dernier. Ils sont aussi collectivement et individuellement plus riches : 7 050 milliards en tout, là aussi en hausse de 10 %. Cette petite population de riches, un village, pas davantage, possède bien plus que la majorité de la population mondiale, au labeur de laquelle elle doit pourtant sa fortune.

L'échantillonnage présente une certaine variété : on y trouve des Américains, à tout seigneur tout honneur, mais aussi des Chinois, des Allemands,

des Indiens, des Russes, quelques Africains... On y trouve des Français : dans le Top 10 figure Mme Bettencourt, en dernière place il est vrai, un peu plus loin Bernard Arnaud de LVMH, Patrick Drahi d'Alice-Numéricable, Serge Dassault, François Pinault... On trouve toute une famille américaine, les Walton de Wal-Mart, qui sont quatre dans le Top 20, en possession à eux quatre de l'équivalent du budget d'un pays entier comme le Vietnam.

On trouve 10 % de femmes, dont la petite dernière est la veuve Ferrero qui vient d'hériter du Nutella. On trouve même un jeune de 24 ans, le Californien Spiegel, PDG de messagerie.

On trouve un peu de tout, sauf, curieusement, des ouvriers et des chômeurs...

Viviane Lafont

ALTERNATIVE



Vu à la télé : quand la course aux dividendes dévore l'emploi

Mardi 3 mars, l'émission d'Élise Lucet, *Cash Investigation*, était consacrée aux agissements des grosses sociétés et aux fonds d'investissement prédateurs dont l'action consiste à racheter des entreprises, les dépecer et les revendre à bon prix, après avoir licencié les salariés.

Le premier sur la sellette, pour ne pas dire le seul, était Chris Viehbacher, ex-patron du groupe pharmaceutique Sanofi qui a affiché en 2014 plus de 6 milliards de profit et en a distribué la moitié aux actionnaires. Un reportage montrait comment une telle distribution de dividendes se fait au détriment de l'investissement productif, tombé chez Sanofi de 10% à 2%. Ainsi, le site de Montpellier, prévu pour recevoir 1 800 salariés, n'en a plus que mille et doit encore en perdre 200. Le trop bien payé Viehbacher - 23 000 euros par jour ! - a ainsi détruit 4 000 emplois.

Et pourtant, ces destructions d'emplois dans une entreprise qui fait des profits considérables n'empêchent pas le gouvernement de lui verser aides et

subventions. Au travers du crédit d'impôt recherche et du CICE, Sanofi empoche 136 millions d'aides publiques, de quoi payer les frais de ses plans sociaux en cours.

Élise Lucet interpelle alors Macron, qui fait mine de découvrir l'existence d'un plan social annoncé, « Phoenix », dont parle pourtant la presse, pour finalement déclarer que le gouvernement « ne peut pas interdire à une entreprise de faire des plans sociaux », reprenant une formule déjà entendue dans la bouche de Jospin à propos de Renault Vilvorde, en 1997.

Pierre Gattaz du Medef est interpellé à son tour. Il refuse qu'on taxe les dividendes car on ne touche pas aux actionnaires qui, selon lui, prendraient des risques. Mais l'émission

montre que les seuls qui en subissent ensuite, ce sont les travailleurs.

Pages Jaunes est sur la sellette. Cette ex-filiale de France Télécom a été revendue à Goldman Sachs et au fonds d'investissement KKR. Ils ont utilisé l'effet de levier, dit LBO, qui leur permet de ne sortir qu'un quart de la somme nécessaire au rachat et d'emprunter le reste, ce que ces repreneurs remboursent en pompant les bénéfices de l'entreprise. Ensuite, ils revendent avec une coquette

plus-value. Ce reportage mettait l'accent sur des méthodes de management qui ressemblaient à l'entraînement des « marines », parfois jusqu'à pousser certains au suicide.

Même système de rachat pour Samsonite, racheté par le fonds Bain Capital, lancé par l'ex-candidat républicain à la présidence américaine Mitt Romney, qui en reste actionnaire. Dans cette opération, Bain Capital était associé à un fonds de pension canadien qui gère les

retraites des enseignants.

Cette émission a mis en évidence, avec force, les mécanismes qui, dans cette économie, transforment un travail humain socialement utile en dividendes inutiles pour la collectivité, faisant toucher du doigt que cette course à l'argent écrase des vies et entraîne des catastrophes économiques et sociales à l'échelle d'une région, d'un pays, de la planète. Et cela, sur un ton percutant et sans concessions.

Jacques Fontenoy

Capital cannibale

L'indice Standard and Poor's 500, qui mesure les performances des 500 plus grosses entreprises cotées à la Bourse de New York, a donné son bilan de l'année 2014. Il confirme ce qui avait déjà été annoncé en octobre 2014 : ces entreprises ont versé à leurs actionnaires presque autant qu'elles ont engrangé de profits. Pour 1 003 milliards de dollars, 903 milliards sont allés aux

actionnaires : 350 en dividendes et 553 en rachats d'actions, dans le but de faire monter le bénéfice par action, et au final la valeur de l'action.

Ces capitalistes sont assis sur des montagnes de cash, comme ils disent. Mais parallèlement ces entreprises ne font à peu près plus d'investissements. Englués dans leur crise, ils ne croient pas à la rentabilité

de l'activité productive. Il n'y a donc rien pour élargir la production, et tout pour les actionnaires.

De New York à Londres, Tokyo, Francfort ou Paris, la Bourse prospère, certes. Mais au mieux la production stagne, le monde du travail s'enfoncé dans la misère. Voilà la prospérité dont ils nous parlent.

Vincent Gelas

McDo : échapper à l'impôt en toute légalité

Le groupe McDonald's Europe est soupçonné d'avoir, entre 2009 et 2013, épargné un milliard d'euros grâce aux techniques d'optimisation fiscale.

Comment ? En exportant ses profits là où on lui fait payer le moins d'impôts. Une bonne part des bénéfices de ses restaurants franchisés sont en effet reversés à sa holding européenne, située en Suisse, en tant que redevances pour l'usage de la marque et du savoir-faire. La holding les fait passer à une minuscule filiale basée

au Luxembourg, chargée de gérer ces revenus acquis en titre d'une propriété intellectuelle, et d'en acquitter les impôts. Cette filiale emploie treize personnes mais a affiché sur ces cinq ans un chiffre d'affaires de 3,7 milliards, pour lesquels elle a payé 16 millions d'impôts.

Les syndicats internationaux qui ont porté plainte

contre McDo indiquent que cette manœuvre permet à la firme de payer en Europe moins de 6% d'impôt sur les bénéfices. Le pays le plus lésé est la France, dont le fisc aurait pu perdre depuis 2009 jusqu'à 2,2 milliards en impôts et pénalités. Un délégué syndical CGT de la région parisienne résume : « Tous les surplus remontent au siège et tous les restaurants sont déficitaires », si bien qu'il n'y a ni impôt sur les bénéfices ni participation pour les salariés.

Cette embrouille fiscale

est tout ce qu'il y a de légal. Le PDG de McDo pour la France se plaint gentiment d'être imposé à 32% sur les bénéfices - ceux qu'il déclare bien sûr - en plus des cotisations sociales et des taxes immobilières. Il conclut sans sourciller : « Nous ne sommes pas très doués pour l'évasion fiscale. »

Mac Do est tout de même bien roué pour utiliser au



mieux toutes les possibilités de la loi taillée sur mesure pour les capitalistes qui savent en faire usage.

Vincent Gelas

Médicaments génériques : un nouveau scandale

Les laboratoires Gilead vendent à prix d'or deux nouveaux médicaments contre l'hépatite C, le Sovaldi et le Harvoni. Aux USA un traitement avec le premier coûte 85 000 dollars, soit 1 000 euros le comprimé et est encore plus cher 94 500 dollars avec le second. Gilead justifie ces prix exorbitants par le progrès thérapeutique que représentent ces médicaments dont l'efficacité est en effet démontrée dans 90% des cas. Près de 350 000 vies pourraient ainsi être épargnées par an. Mais encore faut-il que les patients puissent payer...

Devant les protestations de tout bord face à ces tarifs, y compris des responsables des services de santé, les laboratoires Gilead ont fait mine d'en

tenir compte. Ils ont accepté de négocier un peu à la baisse le prix dans les pays riches - en France le traitement revient à 41 000 euros soit 488 euros

le comprimé - et dans les pays du tiers-monde, comme en Inde, ils ont accepté la commercialisation de leurs produits à des tarifs plus faibles, qu'on ne connaît pas encore. Mais les actionnaires de Gilead ne sont pas des philanthropes et ces baisses de prix n'écorneront qu'à peine les profits colossaux que le laboratoire tire de ses médicaments, profits qui en font un des laboratoires pharmaceutiques les plus rentables qui « pèse » aujourd'hui 160 milliards de dollars à Wall Street.

Pour que les patients

du monde entier puissent avoir accès à ces médicaments, des associations contestent le sacro-saint droit des brevets que Gilead met en avant. Leur action en justice a eu gain de cause, notamment en Inde, où l'Office indien des brevets a, le 13 janvier, autorisé un laboratoire indien de génériques à produire et commercialiser le Sovaldi à des coûts très faibles, une centaine de dollars par traitement. Une décision identique avait déjà été prise avec les médicaments antisida vendus eux aussi très cher, dont les

trusts pharmaceutiques défendaient les brevets. Ils avaient alors fait procès sur procès et dépensé sans compter pour empêcher la mise sur le marché de médicaments génériques bon marché. Gilead fait de même aujourd'hui en faisant appel de la décision des tribunaux indiens. Pour les actionnaires de Gilead et d'ailleurs de tous les trusts pharmaceutiques, Pfizer, Glaxo, Sanofi-Aventis, etc... entre les profits et la santé, le choix est vite fait.

Cédric Duval

Journée internationale des femmes : une initiative du mouvement ouvrier toujours d'actualité

Comme chaque année, la journée internationale des femmes, le 8 mars, noyée dans les commémorations officielles, risque de se résumer à des discours attristés et conventionnels sur les inégalités économiques hommes-femmes qui perdurent et sur la parité qu'il serait souhaitable d'instaurer dans diverses institutions.

Vu le nombre de lois consacrées à l'égalité salariale entre les sexes, on pourrait s'étonner que les salaires féminins n'ont pas rejoint ceux des hommes. L'égalité entre hommes et femmes n'est pas tant une question de légalité que de luttes pour l'imposer. Aujourd'hui, les femmes sont victimes plus souvent qu'à leur tour des bas salaires, du chômage non indemnisé, de la précarité, des emplois à temps partiel subi. Malgré l'appellation de congé « parental »,

c'est le plus souvent leur carrière à elles qui s'interrompt avec l'arrivée d'un enfant. En conséquence, quand les gouvernements enchaînent réforme sur réforme pour les retraites, les femmes sont, là encore, les premières à en faire les frais.

Les quelques progrès obtenus dans le sens d'une émancipation des femmes l'ont été de haute lutte. C'est le cas du droit à la contraception et à l'avortement. Pour que la ministre de droite Simone Veil arrache

une loi aux députés de son propre camp, il avait fallu que des milliers de femmes et d'hommes se mobilisent, bravent les interdictions et n'acceptent plus que des juges, des médecins, des députés, des religieux de diverses obédiences décident à la place des femmes. Mais ces dernières années, avec la fermeture de nombreuses maternités, le nombre de services pratiquant les IVG se restreint, ce qui limite les possibilités d'y avoir recours dans les délais. Le droit des femmes à disposer de leur propre corps est ainsi à sauvegarder, voire à reconquérir.

Les violences contre les femmes révèlent à quel point dans tous les milieux, y compris ceux qui ont accès à la culture, la lutte pour l'émancipation des femmes

reste un combat. À travers le monde, des femmes, souvent minoritaires, s'organisent et se battent contre le port du voile, derrière lequel se cache une soumission, contre les mutilations sexuelles, contre les mariages forcés.

La lutte pour la libération des femmes a fait partie des combats du mouvement ouvrier au même titre que le combat pour l'émancipation sociale. En 1910, à l'initiative de la militante socialiste allemande Clara Zetkin, un congrès de l'Internationale ouvrière avait pris l'initiative d'organiser une fois par an, au mois de mars, une journée internationale des femmes. Elle eut son heure de gloire en Russie le 8 mars 1917 quand, en plein conflit mondial, les ouvrières du textile de

Petrograd se mirent en grève. Ce fut le début de la révolution russe, qui se termina par le renversement de la monarchie tsariste et du pouvoir de la bourgeoisie.

En combattant pour son émancipation, la classe ouvrière combattait pour l'émancipation des femmes ; celles-ci trouvèrent largement leur place dans cette lutte pour débarrasser le monde de toutes les oppressions.

Jean Sanday

Comme chaque année, diverses organisations féministes appellent à une manifestation le 8 mars à Paris, dont Lutte Ouvrière est solidaire. Elle partira à 14 h 30 de la place de la République.

51 % de la population surtaxée !

On ne choisit pas ses parents, on ne choisit pas non plus de naître homme ou femme. Et pourtant, en France en 2015, il en coûte plus cher d'être une femme, ne serait-ce qu'en achetant certains produits d'hygiène, comme le dénonce le collectif Georgette Sand.

Ainsi un sachet de cinq rasoirs roses coûte quelques centimes de plus que le sachet de dix rasoirs

bleus. Il en est de même pour une coupe courte, bien plus chère sur cheveux féminins, ou, au pressing, pour un chemisier de femme que pour une chemise d'homme.

Le collectif s'élève contre ces pratiques, ainsi que contre l'habitude de présenter les produits dans des rayons différents, ce qui interdit la comparaison. Le pompon du sexisme

revient à l'État, qui continue de taxer les protections hygiéniques au taux de TVA le plus élevé, 20 %, au lieu d'utiliser le taux de 2,1 % comme pour les médicaments remboursés, ce que propose le collectif.

On objectera que les règles ne sont pas une maladie. Certes, mais elles ne sont pas un choix non plus.

V. L.

Des grands partis au masculin

Le Haut conseil à l'égalité hommes-femmes prévient que la parité introduite par les candidatures en binômes pour les élections départementales de cette année n'empêchera pas les partis dominants de réserver la plupart des postes de décision à des hommes.

Seulement 16 % des maires sont des femmes,

malgré les lois sur la parité. Pour l'instant, 95 des 101 conseils à la tête des départements sont présidés par des hommes, et ce ne sera sûrement pas très différent après les élections de mars.

Chassez le naturel sexiste des notables des grands partis, il revient au galop !

France : les droits de l'homme en question

Dans le dernier rapport annuel d'Amnesty International, le gouvernement français est pointé du doigt notamment pour les expulsions de Roms et pour son traitement inhumain des réfugiés.

En 2014, près de 15 500 Roms, sur 19 000 vivant en France, ont été expulsés de force de leurs campements plus que précaires et la plupart n'ont pas été relogés. Des familles ont été expulsées plusieurs fois et, dès lors, il n'est pas étonnant que deux tiers des enfants ne soient pas scolarisés.

La situation des demandeurs d'asile est aussi désastreuse, avec un nombre insuffisant de places d'hébergement et des délais excessivement longs. C'est le cas des migrants originaires d'Afghanistan, d'Érythrée et de Syrie qui vivent dans des conditions abominables dans la région de Calais.

Le gouvernement français s'était d'ailleurs engagé à accueillir 500 réfugiés syriens en 2014, contre 20 000 en 2013 et 2014 pour l'Allemagne. C'est une goutte

d'eau, sur les quatre millions de Syriens qui ont fui leur pays à cause d'une guerre qui a fait plus de 200 000 morts. Mais cet engagement dérisoire, le gouvernement n'a même été capable de le respecter, selon la présidente d'Amnesty France.

Au contraire, la police pourchasse les migrants syriens sans papiers, comme d'ailleurs ceux des autres pays. Le 27 mars 2014, 85 d'entre eux, dont une quarantaine de mineurs, avaient été interpellés à la gare de Lyon à Paris et se vont vus obligés de quitter la France dans un délai d'un mois, sans avoir même eu la possibilité de demander l'asile politique. Le gouvernement français a beau savoir que le retour au pays c'est une mort probable, cela ne l'arrête pas.

Arnaud Louvet

Chômage : l'arnaque des droits rechargeables

L'accord sur les droits rechargeables avait été signé l'an dernier, entre le patronat et les syndicats CFDT, FO et CFTC. Il permettait d'augmenter la durée d'indemnisation d'un salarié ayant exercé plusieurs emplois entrecoupés de périodes de chômage.

En échange de ce qui était présenté comme une avancée, les syndicats signataires avaient accepté une série de reculs, notamment l'augmentation dans différents cas des délais de carence avant que soient versées des indemnités de chômage.

Mais l'effet pervers de cet accord va plus loin. Désormais, avec ces droits « rechargeables », un travailleur qui a obtenu deux périodes de droits au chômage voit ces deux périodes servir de référence de la façon suivante : s'il a exercé un petit boulot lui ouvrant des droits au chômage, puis repris un travail mieux payé pendant quelques

mois, ses allocations chômage seront calculées d'abord sur la base de son premier emploi, et non sur la période d'indemnisation la plus favorable, comme c'était le cas avant. Depuis sa mise en application le 1^{er} octobre 2014, 30 000 chômeurs, selon les signataires

de l'accord eux-mêmes, 500 000 selon la CGT, subissent de ce fait une baisse d'indemnisation.

Les syndicats qui gèrent l'Unedic connaissent cet aspect et devaient se réunir pour trouver certains aménagements. Mais ils ne veulent pas remettre en cause la ligne de conduite que leur a fixée le patronat : l'Unedic doit faire des économies, c'est-à-dire grappiller encore sur les démunis !

Serge Fauveau

Erratum

Dans le numéro 2430 de *Lutte Ouvrière*, une erreur s'est glissée dans l'article intitulé « La famille Balkany : la folie des grandeurs ». Nous disions que les époux Balkany ne paient pas l'impôt sur le revenu. En fait, selon la presse, c'est l'impôt sur la fortune qu'ils ne le paient pas. Quant à leur impôt sur le revenu, nous n'en connaissons pas le montant... Et il y a tant de moyens légaux d'y échapper, quand on a un bon conseiller financier !

Hôpitaux publics : plan de suppression d'emplois

Un document interne du ministère de la Santé, qu'a révélé le magazine *Challenges*, prévoit que au sein d'un large plan d'économies imposé à l'Assurance-maladie, les hôpitaux soient contraints de faire trois milliards d'économie en trois ans.

Des économies sont prévues sur le prix des médicaments et par la mutualisation des achats des hôpitaux pour faire baisser les prix des fournisseurs.

Ce qui est le plus inquiétant pour l'avenir, c'est la continuation des fusions d'hôpitaux, qui se traduit habituellement par la fermeture de services hospitaliers et un éloignement géographique des soins pesant sur les malades.

Le développement de la chirurgie ambulatoire, où le patient qui subit une

petite chirurgie rentre chez lui le soir, doit également se traduire par des économies. Mais le plan ne s'arrête pas là, car il prévoit aussi la diminution des durées d'hospitalisation. En clair, pour diminuer les dépenses de santé, on va renvoyer des malades chez eux.

Le pire est sans doute la diminution prévue de la masse salariale des hôpitaux, c'est-à-dire du nombre de travailleurs hospitaliers. Là, le ministère de la Santé, si on ose

encore l'appeler ainsi, veut faire 860 millions d'euros d'économies d'ici 2017. Ce qui se traduirait, si cette attaque était menée à son terme, par 66 000 suppressions d'emplois, soit 22 000 par an.

Les hôpitaux souffrent déjà au quotidien du manque de personnel. Des lits sont fermés, non pas par manque de malades, mais parce que le personnel est déjà en nombre insuffisant. On voit aux Urgences des malades qui s'entassent parfois dans les couloirs, alors que des « chercheurs de lits » font le tour des services pour leur trouver une chambre libre. Des patients sont en attente d'opérations, jugées non urgentes, pendant des mois.

À l'hôpital, les travailleurs sont de plus en plus souvent surmenés et ne peuvent même pas prendre tous leurs repos, ce qui amène certains d'entre eux à quitter le service public.

Et voilà que, devant la situation de plus en plus difficile des hôpitaux

publics, le gouvernement s'apprête à l'aggraver encore. Comme le clament les hospitaliers quand ils manifestent : « *Il y a trop de travail à l'intérieur, et trop de chômeurs à l'extérieur. Il faut embaucher !* » Et pas l'inverse...

Lucien Déroit



CHU de Nancy : non au retrait d'un jour de congé

Jeudi 26 février, à l'appel de la CGT et de FO, 150 agents ont occupé la salle où se déroule le comité technique d'établissement (CTE), pour protester contre le projet de la direction de supprimer un jour de congé annuel.

Devant les représentants de la direction, près d'une dizaine d'agents ont pris la parole pour dénoncer cette mesure, et plus généralement les conditions lamentables dans lesquelles ils doivent effectuer leur travail et prendre en charge les malades. Les manifestants ont organisé un vote contre le projet, et du coup la direction a préféré annuler le CTE.

La direction prend prétexte de l'intégration de la maternité régionale dans le CHU depuis le 1^{er} janvier 2014 pour supprimer ce jour de congé, qui avait été concédé au personnel lors des négociations sur les 35 heures. Comme la maternité ne bénéficie pas de ce jour de congé, sous prétexte d'équité, la direction veut le supprimer à 8 000 agents du CHU ! L'équité consisterait

plutôt de l'accorder aux 600 agents de la maternité qui ne l'ont pas ! En tout cas cela montre que la direction n'est pas gênée de renier sa parole et qu'elle est prête à revenir sur tous les avantages acquis dans le passé, même si elle prétend aussi se mettre en accord avec la réglementation.

Au-delà de ces misérables prétextes, la réalité c'est que la direction veut faire des économies par tous les moyens. La suppression d'un jour de congé en est un. Il y a aussi les restructurations incessantes des services pour

supprimer des postes. Et maintenant la fermeture de l'école d'infirmières de Brabois, celle de l'école de sages-femmes et celle de l'école des cadres viennent d'être annoncées.

Le déficit du CHU (45 millions d'euros) est devenu le maître mot du directeur général pour justifier les mesures d'économies. Il est pourtant la preuve que le CHU n'a pas les moyens de fonctionner correctement tandis que l'argent de l'État est détourné vers les caisses du patronat par le biais des aides telles que le CICE (20 milliards d'euros

par an).

Depuis plusieurs années, le personnel encaisse les coups, tente au quotidien de faire son travail du mieux qu'il peut dans des conditions dégradées, mais l'écoeurement est général. La suppression d'un jour de congé est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. C'est une très bonne chose que la colère monte, car seule la mobilisation du personnel permettra d'imposer que cessent ces attaques et que l'argent public aille au service public.

Correspondant LO

Comment la grippe est devenue plus dangereuse

Le Premier ministre, Manuel Valls, a affirmé que l'épidémie de grippe a été traitée avec détermination et au bon moment. L'action gouvernementale s'est pourtant résumée à des encouragements aux professionnels de santé et à la mise en œuvre d'un plan baptisé Orsan, au moment même où l'épidémie semble refluer. Et le bilan de la grippe saisonnière commence à ressembler à une catastrophe : la Confédération des professionnels du funéraire annonce une surmortalité de 12 % en France pour le mois de janvier par rapport à l'an dernier, soit 6 300 décès de plus qu'en 2014.

L'épidémie de grippe de cette année est relativement forte. Ce serait la troisième plus importante

depuis trente ans. Pour expliquer la situation, la ministre de la Santé a évoqué le peu d'efficacité du vaccin cette année et le recul du nombre de gens vaccinés. Mais le vrai problème n'est pas là. Face à une augmentation des besoins de soins, le système de santé a été débordé de toutes parts : les délais d'attente aux Urgences ont explosé, ainsi que les délais d'intervention des médecins de ville ou de SOS médecins. Par manque de lits, des patients âgés ont dû rester des nuits entières sur des brancards aux Urgences, pour finalement être hospitalisés très loin de chez eux et de leurs proches. Les services de réanimation ont également manqué de place. Et cette

situation a duré presque deux mois et ne semble se détendre qu'avec la baisse de l'épidémie.

La surmortalité constatée depuis le début de l'année n'est pas due seulement au virus de la grippe, mais également aux défaillances du système de santé face à un afflux de patients. Certains malades n'ont pas pu être soignés correctement. Tous les gouvernements ont cherché à réduire les dépenses de santé. Ils ont mis en place un système qui fonctionne à flux tendu en permanence et est incapable de faire face à un surcroît d'activité. Cette épidémie de grippe révèle combien cette politique est réellement criminelle.

Jean Pollus

Ecomouv' : l'État tient ses promesses aux actionnaires

Ecomouv' a de quoi se réjouir : le gouvernement s'est acquitté d'un premier versement de 403 millions d'euros. C'est la première partie des 839 millions d'indemnisation qu'il s'était engagé à verser après la suppression de l'écotaxe, dont Ecomouv' devait percevoir 20 %.

Faute de réaliser de juteux bénéfices sur cette taxe – qui au final auraient été payés par les consommateurs – les actionnaires ne perdront donc pas un centime. Ils étaient déjà loin d'être sur la paille, le consortium regroupant des sociétés comme SFR, Thales, la SNCF et appartenant à 70 % à Autostrade, la principale société autoroutière italienne, dont le bénéfice

net s'élevait à 662 millions en 2014, en hausse malgré le fiasco Ecomouv'.

Quant aux 190 travailleurs licenciés, Ecomouv' se contente de leur promettre un accompagnement, notamment un an de congé de reclassement avec 100 % du salaire. Des mesures loin de garantir un avenir en ces temps de chômage massif et qui n'écorneront pas les fortunes des actionnaires d'Ecomouv'.

Au moment où le gouvernement annonce des dizaines de milliers de suppressions d'emplois dans les hôpitaux, faute de moyens, sa générosité envers Ecomouv' est bien révélatrice de sa politique en faveur des patrons.

Nadia Cantale

Russie : l'assassinat de Nemtsov, opposant à Poutine mais pas aux oligarques qui dominent le pays

Figure de l'opposition russe dite libérale, Boris Nemtsov a été abattu en plein Moscou, dans la nuit du 27 février. Comme il s'agit d'une personnalité notoirement critique de la politique de Poutine en Ukraine, cela a donné un certain retentissement à son assassinat. Mais ce n'est pas la première fois qu'un crime politique a lieu dans ce pays, où le recours à des tueurs et aux méthodes de gangsters pour intimider ou éliminer des militants, des syndicalistes, des avocats, des journalistes, n'a rien d'exceptionnel.

Après avoir été membre du Soviet suprême de l'URSS sous Gorbatchev, Nemtsov fut nommé gouverneur de région en 1991 par Eltsine, premier président de la Russie postsoviétique. Devenu vice-Premier ministre en 1997, il était un représentant en vue de la génération des bureaucrates qui avaient mis en œuvre une thérapie de choc pour la Russie d'alors.

Tandis que les clans au pouvoir faisaient main basse sur les secteurs rentables de l'économie et que les bureaucrates affairistes étalaient au grand jour leur nouvelle richesse, la population avait vu son niveau de vie s'effondrer brutalement. En 1998, un krach financier retentissant acheva de discréditer les dirigeants qui avaient conduit ces réformes. Eltsine, qui

cherchait alors un successeur qui lui permette d'échapper à un procès pour d'énormes détournements de fonds, choisit, à la place des héritiers présentés dont Nemtsov faisait partie, un homme peu connu, Poutine.

Écarté, Nemtsov devint un opposant de celui qu'on lui avait préféré. Il participa à diverses tentatives de créer un parti d'opposition qui s'appuie sur la petite bourgeoisie libérale, sans qu'aucune ne parvienne à attirer une fraction notable de la population. En 2006, après la « révolution orange » à Kiev, le président ukrainien Iouchtchenko le prit comme conseiller. Et, juste avant d'être assassiné, Nemtsov venait d'appeler à une manifestation « anti-crise » qui devait avoir lieu le 1^{er} mars, pour dénoncer

« l'agression de Poutine » en Ukraine comme étant à l'origine de la crise économique que subit la Russie.

Ses prises de position avaient fait de lui une cible de la propagande chauvine qui accompagne la politique extérieure du Kremlin. Évoquant le courant auquel appartenait Nemtsov, Poutine a parlé de la présence d'une « cinquième colonne » dans le pays. Cette propagande, les médias la relaient quand ils s'en prennent aux « traîtres nationaux » qui voudraient brader les intérêts russes. Du coup, certains avancent l'hypothèse que cet assassinat aurait été commandité, sinon par le pouvoir, en tout cas par des nationalistes se sentant libres d'agir. Mais, en Russie même, beaucoup soutiennent une autre version. Les partisans de Poutine parlent de provocation visant à déstabiliser le pays. Un responsable du Parti communiste affirme qu'il s'agit de « relancer l'hystérie antirusse à l'étranger ». Et, malgré la manifestation de deuil pour Nemtsov, relativement importante à Moscou, l'opposition libérale semble bien faible, tandis que la popularité de Poutine a grimpé depuis le début de la crise en Ukraine.



Boris Nemtsov en mai 2014.

À la fin de l'Union soviétique, une partie de la bureaucratie et la petite bourgeoisie avaient rêvé que s'instaure un système où capitalisme rimerait avec démocratie à l'occidentale. Mais l'effondrement économique généralisé, le chaos politique et les risques d'explosion sociale ont finalement accouché du régime de Poutine. Alors, l'enrichissement des clans au pouvoir se poursuit, les fortunes personnelles s'accroissent sur des comptes offshore, sauf que la propriété des riches n'est toujours pas assurée de plein droit. Elle dépend du bon vouloir de

l'appareil étatique et gouvernemental, aujourd'hui dirigé par un Poutine qui a rétabli l'autorité de l'État dans l'intérêt bien compris de ces privilégiés.

Sans se douter, évidemment, que cela puisse un jour lui servir d'épithète, Nemtsov avait ainsi défini la Russie, en 2005 : « *Quel est le principe de la verticale du pouvoir créée par Poutine ? On peut voler, prendre des pots-de-vin, tuer des gens dans des accidents de la circulation. Ce n'est pas un problème, du moment qu'on reste obéissant et loyal au pouvoir.* »

Pierre Merlet

Négociations avec l'Iran, brouille avec Netanyahu : la diplomatie de l'impérialisme

Pour justifier son déplacement à Washington débuté dimanche 1^{er} mars, Benjamin Netanyahu s'est déclaré « en mission historique », se présentant comme « l'envoyé de tous les citoyens d'Israël » et même carrément de « l'ensemble du peuple juif » ! Ce missionnaire proclamait son intention de dénoncer le risque de voir l'Iran se doter de l'arme nucléaire, en cas d'accord au terme des négociations menées actuellement à Zurich entre les représentants des grandes puissances et l'Iran.

En agitant le spectre de la menace iranienne, le Premier ministre israélien reprend un de ses thèmes favoris, qui lui permet de se donner l'image de défenseur de la sécurité d'Israël. Il tient d'autant plus à le faire en ce moment qu'il est engagé dans la campagne pour les élections législatives, qui auront lieu le 17 mars prochain.

Le voyage de Netanyahu ne pouvait pas plaire à Obama, puisqu'il constitue une critique d'un volet important de sa diplomatie.

En outre, ce voyage s'est fait à l'invitation du président républicain de la Chambre des représentants, John Boehner, dans le dos de l'administration démocrate. Manifestant sa contrariété, Obama a qualifié ce geste de « destructeur pour les bases mêmes des relations américano-israéliennes » et s'est refusé à recevoir le dirigeant israélien.

Obama n'avait aucune raison de rendre service à Netanyahu, qui lui-même ne lui a pas fait de cadeau.

Pour autant, contrairement à ce que certains commentateurs ont pu affirmer, il n'y a pas de divorce entre les deux alliés. Au-delà de ces péripéties, chacun des protagonistes a tenu à réaffirmer que l'alliance entre les deux États n'était pas remise en cause. À plusieurs reprises depuis le début de son différend avec Netanyahu, Obama n'a pas manqué de rappeler que la relation entre les États-Unis et Israël « transcende les partis », parlant d'un « lien indestructible ».

Il n'en est pas moins vrai que le gouvernement américain cherche depuis plusieurs années à réintégrer l'Iran dans le jeu diplomatique. Après le renversement de la dictature du shah, qui avait été un allié privilégié de l'impérialisme américain, le régime des ayatollahs avait été soumis à un embargo économique et avait été

mis à l'index par les États-Unis. Contrairement à ce qu'ils ont prétendu, les dirigeants américains ne lui reprochaient pas son caractère profondément réactionnaire. Nombre de leurs alliés le sont tout autant, à commencer par l'Arabie saoudite. Ils lui ont fait payer ses discours anti-impérialistes de ses débuts et sa volonté d'affirmer son indépendance vis-à-vis des États-Unis.

Depuis plusieurs années, les dirigeants américains ont cherché à rétablir des relations pacifiées avec l'État iranien. Celui-ci représente l'un des rares États du Moyen-Orient dont la stabilité a jusqu'à aujourd'hui été préservée, notamment en réprimant toute opposition. Son influence politique sur des mouvements islamistes, comme le Hezbollah libanais, peut lui permettre de jouer un rôle déterminant

dans l'évolution de la situation du Moyen-Orient. Ainsi, alors que les États-Unis ont mis sur pied une grande coalition contre le mouvement État islamique (EI), l'État iranien de son côté apporte son soutien financier et militaire à des milices islamistes chiites qui s'opposent à celles de l'EI en Syrie et en Irak. Dans ce dernier pays, l'Iran a même envoyé une brigade qui participe aux opérations de reconquête des territoires conquis par les troupes de l'EI ces derniers mois.

Ce genre de calcul et de retournement d'alliance auquel il donne lieu est dans la continuité de la politique des dirigeants impérialistes, qui jouent des rivalités entre États et les utilisent comme des pions pour assurer leur domination sur tous les peuples de la région.

Marc Rémy

Italie : la Ligue de Salvini, démagogie xénophobe au programme

Samedi 28 février, la Ligue du Nord a rassemblé entre 25 000 et 30 000 manifestants à Rome. Son nouveau secrétaire, Matteo Salvini, voudrait la faire apparaître comme la seule véritable opposition à la politique du gouvernement Renzi.

Salvini cherche à faire de la Ligue du Nord, parti sécessionniste qui réclamait l'indépendance d'une mythique Padanie, regroupant les riches régions industrielles du Nord, un parti d'envergure nationale. Il raflerait ainsi les voix de droite qui allaient à Forza Italia, le parti de Berlusconi, déconsidéré par les frasques de son principal représentant et par ses accords avec Renzi. Pour cela, la Ligue doit adapter son discours et Salvini explique donc à sa base militante et électorale des régions du Nord qu'il est temps de remplacer le slogan « D'abord le Nord » par « D'abord l'Italie ».

Interrogé sur le choix de manifester à Rome, qualifiée autrefois par la Ligue de « Rome la voleuse », Salvini répondait ainsi : « Nous parlions alors des énergumènes de la mafia de la capitale, certainement pas du chauffeur de taxi romain, du marchand de journaux

ou du boulanger, qui sont les premières victimes de cette Rome-là. »

Pendant des jours, les médias lui ont complaisamment tendu leurs micros. À longueur de débats politiques à la télévision, d'interviews dans les journaux, il a pu développer jusqu'à la nausée sa démagogie. Dénonçant les immigrés, les Roms et les technocrates de Bruxelles, il se veut le représentant des « petits contre les parasites » et promet des baisses d'impôts, l'abolition du délit de légitime défense, le renvoi de tous les Roms dans les trois mois et de tous les immigrés clandestins. Si c'est d'abord à la petite bourgeoisie réactionnaire et mécontente de voir son niveau de vie chuter qu'il s'adresse, Salvini saupoudre également son discours de phrases sur les « honnêtes travailleurs » qui seraient victimes du gouvernement Renzi et des « diktats » de l'Europe, mais jamais du patronat italien.

Un discours comparable à celui de Marine Le Pen, que Salvini voudrait imiter et qui a d'ailleurs envoyé un message de soutien vidéo à la manifestation de la Ligue. Comme Le Pen, il spéculait sur la dégradation de la situation sociale, sur la montée de la misère et le désarroi qui en résulte, pour tenter de se tailler des succès.

Rythmée par les saluts fascistes et des slogans scandés comme « Communiste, fils de p... », « Clandestin, fils de p... », la parade des manifestants néo-fascistes de Casa Pound, qui s'est jointe à la manifestation, s'est taillé un vif succès. Son dirigeant, di Stefano, a expliqué qu'il partageait « à la virgule près le programme de Salvini, qu'on peut résumer ainsi : à bas l'euro, à bas l'immigration, les Italiens d'abord ».

Le même jour, une contre-manifestation a rassemblé elle aussi des milliers de manifestants derrière le slogan « Jamais avec Salvini », auquel s'ajoutait « ni avec Renzi ». Heureusement, beaucoup de manifestants, de travailleurs de gauche et de jeunes,

voulaient montrer que l'extrême droite n'est pas la seule opposition à la politique du gouvernement.

C'est au nom d'une prétendue gauche « moderne » que Renzi met en œuvre une série d'attaques contre les classes populaires. Les dernières mesures en date, celles du Jobs Act, sorte de loi Macron à l'italienne, dépouillent les travailleurs du peu de garanties légales qui leur restaient et signent la fin du contrat à durée indéterminée. Le tout sans que les appareils syndicaux n'organisent de

riposte à la hauteur de l'attaque, la dirigeante de la CGIL se contentant maintenant d'appeler à « réécrire un nouveau Statut des travailleurs »... après n'avoir rien fait pour défendre l'ancien.

C'est la lutte des travailleurs sur leur terrain de classe qui pourra mettre un coup d'arrêt à ces attaques et en même temps faire reculer les nostalgiques du fascisme et les racistes de tout poil sur lesquels Salvini n'hésite pas à s'appuyer.

Nadia CANTALE



Salvini et ses partisans de la Ligue du Nord à Trieste.

Mali : un accord dans l'intérêt de l'impérialisme français

Les représentants du gouvernement malien et ceux des groupes armés militant pour l'autonomie du nord du pays étaient réunis depuis six mois à Alger pour élaborer un accord. Un texte vient finalement d'être rédigé. Mais, si les émissaires du gouvernement malien l'ont aussitôt signé, les groupes du Nord, pressentant les difficultés, ont préféré attendre d'avoir consulté leur base à Kidal.

Le gouvernement français s'est pour sa part félicité de cet accord, encore hypothétique, comme d'un texte « équilibré et bénéfique pour le pays et la région ». Ces déclarations n'ont rien à voir avec le bien-être réel de la population malienne. L'accord permettrait simplement à Hollande de justifier l'intervention de l'armée française et d'embarquer les groupes armés touareg, passés sous l'uniforme malien, dans la défense des intérêts impérialistes dans la région.

En fait, dès que la nouvelle a transpiré, des manifestations ont eu lieu, notamment à Kidal où le texte a été brûlé et où plusieurs centaines de personnes

ont défilé pour demander à leurs représentants de rentrer sans signer. Le principal reproche est que l'accord ne parle ni de fédéralisme ni d'autonomie de la région. Tout au plus promet-il « une plus grande représentation des populations du Nord au sein des institutions nationales » et l'intégration des combattants des mouvements dans l'armée malienne.

Même s'il venait finalement à être signé, cet accord ne mettrait pas fin aux rébellions qui secouent régulièrement le nord du pays depuis l'indépendance du Mali. En avril 1992 avec le « pacte national », ou en mars 1996 lors de la cérémonie de « la flamme de la

paix », on avait assisté à de tels simulacres de réconciliation. En 2006 déjà, un « accord d'Alger » avait été signé entre le gouvernement et les chefs touareg. Il n'a pas évité la révolte de janvier 2012, qui a ouvert la voie aux groupes djihadistes proches d'Al-Qaida et leur a permis d'instaurer leur dictature moyenâgeuse sur le nord du Mali. Même si quelques chefs touareg ont trouvé leur compte à ces accords, cela n'a pas empêché la population du nord du pays de se sentir abandonnée, de manquer d'écoles, de centres de santé ou d'eau potable.

Pour mettre fin à cet état de fait, il faudrait bien plus que des chiffons de papier. Il serait nécessaire que les travailleurs maliens, unis par-delà leur région ou leur origine ethnique, se débarrassent des régimes corrompus que la France leur impose pour piller les richesses de la région.

Daniel Mescla

Arabie saoudite : après le fouet, le sabre ?

Raif Badaoui, le blogueur saoudien condamné pour « insulte à l'islam » à dix ans de prison, 230 000 euros d'amende et mille coups de fouet, à raison de cinquante par semaine, est très malade : après la première flagellation, début janvier, le régime a dû surseoir à la seconde séance, pour cause de non-cicatrisation.

Depuis 2008, ce militant animait un blog où il défendait la liberté d'expression, une tâche d'ampleur, dans cette dictature où les femmes en particulier sont totalement privées des droits élémentaires. Menacé depuis 2011 d'une fatwa, il a été arrêté en 2012 pour son blog, et des poursuites avaient même ensuite été intentées pour apostasie, c'est-à-dire renoncement à l'islam. Un tribunal avait alors statué pour l'abandon des poursuites sur ce motif « impossible à établir ».

La mort du monarque saoudien en janvier dernier, à la suite de laquelle les défenseurs de Raif Badaoui espéraient une remise de peine, n'a été d'aucun effet. Au contraire, son épouse réfugiée au Canada s'inquiète à présent d'une nouvelle poursuite pour apostasie, qui pourrait conduire à une condamnation à mort par décapitation au sabre.

Des protestations gouvernementales se sont élevées, en Grande-Bretagne, aux États-Unis, à l'ONU. En France, elles sont bien discrètes. Y aurait-il un rapport avec le fait que l'Arabie saoudite, client privilégié des marchands d'armement français – huit milliards d'euros de contrats entre 2003 et 2013 –, a successivement reçu Hollande et Le Drian pour signer un nouveau contrat à trois milliards de dollars ?

Viviane Lafont

États-Unis – février 1965 : l'assassinat de Malcolm X

C'est à Harlem (New York), en pleine réunion publique de l'Organisation de l'unité afro-américaine qu'il venait de fonder, que Malcolm X, prenant la parole, fut abattu de 21 balles en février 1965. Il avait quarante ans et militait depuis dix-sept ans contre l'oppression des Noirs américains.

Après avoir volé, cambriolé, racketté, prostitué des filles, vendu et consommé de la drogue dans sa jeunesse, Malcolm Little changea en prison. Emprisonné en 1946, il se mit à dévorer les livres de la bibliothèque de la prison de Boston et y subit des influences changeant radicalement sa vie. Plusieurs de ses frères et sœurs lui écrivirent pour le gagner aux idées de la Nation of Islam (musulmans noirs), un groupe qui gagnait de l'influence dans les ghettos noirs du Nord, à l'époque où un nombre croissant de Noirs n'acceptaient plus de subir le racisme.

Le mouvement ouvrier délaisse les Noirs

Les prolétaires noirs, qui affluaient alors dans les grandes villes industrielles du Nord pour trouver du travail, étaient à cette époque laissés à l'écart des puissants syndicats américains par des bureaucrates qui préféraient ne pas lutter contre les préjugés racistes des Blancs, voire les encourageaient, plutôt que de lutter pour l'unité de la classe ouvrière. Le Parti communiste, qui avait un temps milité contre la ségrégation et fait élire des communistes noirs à Harlem, s'était détourné du combat pour l'égalité raciale pendant la Seconde Guerre mondiale, au nom de l'unité avec la bourgeoisie américaine, alliée de l'URSS contre l'Allemagne nazie. Ce qui poussa les plus révoltés et les plus militants des Noirs à s'organiser à part, sur des bases communautaires.

Une idéologie religieuse censée rendre leur fierté aux révoltés

Organisation politico-religieuse, la Nation of

Islam professait la religion du Coran, censée représenter la vraie religion des Noirs arrachés à l'Afrique par les esclavagistes et sommés de devenir chrétiens après avoir été déportés en Amérique. Son idée principale était de rendre leur fierté aux Noirs, en prenant le contrepied des valeurs de l'Amérique des « démons blancs ». Les musulmans noirs réprouvaient leur nom de famille, très souvent hérité du propriétaire blanc qui avait maintenu leurs aïeux en esclavage. À 23 ans, en prison, Malcolm Little devint ainsi Malcolm X en 1948.

À sa libération, en 1952, il devint un militant dévoué de la Nation of Islam. Il aida les sections locales, dénommées temples, à se construire dans les ghettos noirs des villes du Nord. Reflet de la combativité grandissante des Noirs américains, cette organisation grandit rapidement, passant de quelques centaines de membres à plusieurs dizaines de milliers en quelques années. En 1954, Malcolm X prit la direction du temple numéro 7 de Harlem.

En 1957, la police de New York arrêta et tabassa sévèrement un musulman noir. Dans les heures qui suivirent, Malcolm X et ses militants mobilisèrent jusqu'à 4 000 personnes devant le commissariat de Harlem. Ils obtinrent que le prisonnier reçoive des soins à l'hôpital. Malcolm X devint une figure publique : orateur de premier ordre, il fut invité à la radio et même à la télévision. Il commença aussi à faire l'objet d'une surveillance policière infiltrée.

Les musulmans noirs s'opposaient au reste du mouvement des droits civiques, car ils ne voulaient pas l'intégration des Noirs dans l'Amérique blanche, mais une séparation. Ils



Le boxeur Muhammad Ali et Malcolm X.

ne revendiquaient pas le droit de vote, mais un État séparé, prélude à un retour en Afrique. Ils critiquaient la non-violence prêchée par Martin Luther King et se voulaient prêts à rendre coup pour coup aux racistes.

Au moment où la police lâchait ses chiens sur des manifestants pacifiques réclamant l'égalité, où des militants noirs étaient assassinés, nombre de jeunes se radicalisaient au début des années 1960 et voyaient les musulmans noirs avec sympathie.

L'impasse du nationalisme

Quand le président Kennedy fut assassiné en novembre 1963, Malcolm X ne prit pas part au deuil national. Il laissa au contraire entendre aux médias que Kennedy, qui laissait la violence s'abattre sur les Noirs, l'avait bien cherché. Il fut désavoué par Elijah Muhammad, le dirigeant de la Nation of Islam, qui le suspendit.

En fait, derrière le radicalisme affiché des musulmans noirs, leur idéologie politico-religieuse n'excluait pas la recherche d'un compromis avec l'État américain. Revendiquer avant tout la séparation d'avec les Blancs était aussi dire que, de son côté, la bourgeoisie blanche et son État pouvaient opprimer les travailleurs blancs, à condition de

laisser la petite bourgeoisie noire construire son propre pouvoir et en faire autant avec les travailleurs noirs. Le nationalisme des musulmans noirs les amenait à revendiquer que, dans les quartiers noirs, il n'y ait que des *black businesses*, des commerces et des entreprises appartenant à des Noirs, et que l'argent de la communauté noire revienne avant tout aux patrons noirs.

À partir du moment où il fut écarté de la Nation of Islam, qu'il quitta complètement quelques mois plus tard, Malcolm X fut isolé et chercha son chemin politique. Son nationalisme le poussa à faire un voyage en Afrique, pour voir de ses yeux les pays africains nouvellement indépendants et rencontrer les dirigeants nationalistes qui avaient mené des luttes anticoloniales radicales. Sa religiosité le poussa à faire le pèlerinage de la Mecque, où priaient des musulmans de toutes origines. Il en revint aux États-Unis avec l'idée qu'il pouvait mener un combat commun avec des Blancs.

Malcolm X condamna alors le « capitalisme noir » promu par son ancien parti, car « le capitalisme ne peut pas exister sans racisme », et prit la parole dans des meetings du Socialist Workers Party trotskyste. En même temps, la nouvelle organisation qu'il fonda se réclama de la charte des

Nations unies et de l'application de la Constitution américaine censée garantir la liberté et la démocratie. Il se rapprocha de Martin Luther King et expliqua que, si l'État américain ne voulait pas affronter les balles des révoltés noirs, il devait leur donner le droit de vote.

Où aurait mené le chemin politique de ce militant, tout d'abord gagné à la religion et au nationalisme ? Ses assassins ont laissé la question en suspens. Ils étaient membres de la Nation of Islam, son ancien parti. Malgré leur condamnation à de longues peines de prison, on ne sait toujours pas si c'est Elijah Muhammad, leur dirigeant, qui a commandité ce meurtre, ou bien si la police les a manipulés dans ce but.

Malcolm X reste un symbole de la radicalisation d'une part croissante de la population noire américaine. À partir du milieu des années 1960, les Noirs pauvres, enrégés contre le racisme et l'État, surgirent sur le devant de la scène politique dans des centaines de villes, lors d'émeutes spontanées à répétition. Mais Malcolm X et sa trajectoire sont aussi représentatifs de l'impasse dans laquelle le mouvement noir dans son ensemble allait se trouver, faute d'avoir trouvé la voie vers une véritable politique révolutionnaire.

Lucien Déroit

Plan antifraude de la SNCF : le racket des plus modestes

Dans le cadre de son plan antifraude, la SNCF vient d'augmenter le montant de ses amendes. L'amende de base est passée depuis lundi 2 mars de 35 à 50 euros et, avec les frais de dossier, elle pourra même atteindre 375 euros.

Et, pour justifier le durcissement de sa politique répressive, la SNCF a mis en avant des arguments très antipauvres. Alain Le Vern, chargé des fraudes à la SNCF, a déclaré : « *Il ne faut pas avoir de la compassion avec les gens qui fraudent.* » La directrice des Trains, Maud Bailly, dit que la SNCF allait « *durcir la répression contre les multifraudeurs* », leur promettant des dépôts de plaintes.

Partie intégrante de ce dispositif antifraude, il y a quelque mois, la SNCF a d'ailleurs réduit la durée de validité des billets de TER, la faisant passer de

deux mois à une semaine. Mettre plus de gens potentiellement en situation non réglementaire puis, plusieurs mois après, annoncer qu'on va leur faire payer l'amende plus chère, ça c'est une campagne bien programmée !

Le chômage, les bas salaires, la précarité font que de nombreuses familles doivent survivre en faisant l'impasse sur certaines dépenses. Le prix des transports en commun qui ne cesse d'augmenter est devenu un budget très lourd. Voilà pourquoi de plus en plus de gens prennent le risque de frauder.

P. R.



Jeunes : discriminations à l'embauche

France stratégie, un organisme lié au Premier ministre, vient de publier un rapport détaillant, pour l'année 2012, les raisons du chômage massif que subissent les jeunes.

Il en ressort qu'un jeune habitant dans une zone urbaine sensible (ZUS), c'est-à-dire un quartier pauvre, a 1,5 fois plus de chances d'être au chômage que s'il n'habitait pas en ZUS ; et qu'un jeune immigré d'Afrique a 2,2 fois plus de chances d'être au chômage, et 1,9 fois si ce sont ses parents qui viennent d'Afrique, qu'un jeune d'origine française.

Sans surprise, puisque ces effets se cumulent, quand les jeunes de moins

de 25 ans dans leur ensemble subissent déjà un taux de chômage terrible de 25 %, les jeunes descendants d'immigrés d'Afrique ont un taux de 42 % et ceux qui sont eux-mêmes immigrés de ce continent de 45 %.

Ils sont ainsi non seulement victimes de la liberté laissée au patronat de licencier, mais aussi de la bêtise raciste de certains patrons, qui ne veulent pas voir de Noirs ou d'Arabes dans leur entreprise.

Une société basée sur autant de discriminations, malgré les proclamations officielles sur l'égalité, finira forcément par engendrer la révolte.

L. D.

Hébergement d'urgence : des centrales hôtelières profitent de la misère

Chaque jour, dans la région parisienne, le Samu social doit traiter non seulement toutes les demandes qui viennent du 115, mais également celles des organisations humanitaires et celles des demandeurs d'asile. En dix ans, ces demandes quotidiennes sont passées de 2 000 à 30 000 nuitées !

Et toutes n'aboutissent pas. En Seine-Saint-Denis, dans la nuit du 10 au 11 février 2015, le 115 n'a pas pu trouver de logement d'urgence pour 83 personnes, dont 33 enfants.

Le Samu social a toujours été obligé de loger les demandeurs dans des hôtels privés. Avec l'explosion de cette demande – le Samu social occuperait désormais 15 % du total des chambres d'hôtel dans la région parisienne, toutes

étoiles confondues – l'hébergement d'urgence est devenu un véritable marché. D'anciens garnis se sont transformés en hôtels d'urgence. Des hôtels de tourisme, mal situés et peu remplis, se sont reconvertis, alléchés par la garantie d'un taux de 100 % d'occupation et une gestion allégée. Certaines chaînes hôtelières, comme Formule 1 ou Balladin, s'y sont mises.

Mais le Samu social n'a plus les moyens de gérer directement toutes ces réservations. Il en soustraite environ la moitié à des prestataires. Ainsi, six centrales de réservations hôtelières se partagent le pactole. Selon les calculs du Samu social, ces intermédiaires empocheraient environ 2 euros par nuitée, soit un

minimum de 11 millions d'euros par an.

Mais ce détournement de fonds, au bénéfice de sociétés qui profitent de la misère, met en lumière la responsabilité de tous ceux qui le permettent : celle du gouvernement, dont l'incurie est flagrante face au manque cruel de logements corrects à loyer accessible par toute la population, celle des promoteurs immobiliers dont le choix est de construire des logements chers ou très chers, celle des propriétaires qui fixent des loyers exorbitants. Toute la chaîne des gouvernants et des possédants est coresponsable de cette catastrophe sociale dans le domaine du logement. Que vaut cette société, même pas fichue de donner un véritable toit à chacun ?

Bertrand Gordes

Au Sénat : les porteurs d'eau de Veolia et Suez

Un sénateur UMP du Val-de-Marne, Christian Cambon, voudrait autoriser à nouveau les coupures d'eau pour impayés, sauf pour les bénéficiaires d'aides sociales. Il a déposé un amendement en ce sens à la « loi sur la transition énergétique » présentée par la ministre socialiste Ségolène Royal, amendement que celle-ci a déclaré un temps soutenir, avant de se rétracter.

Les coupures d'eau sont légalement interdites depuis la loi Brottes, du nom du député socialiste qui l'avait soutenue en 2013. Cela n'a pas empêché les

grandes compagnies qui contrôlent le secteur de continuer à en effectuer, tablant sur l'ignorance d'usagers pauvres qui n'avaient pas les moyens de se défendre. Deux associations ont alors victorieusement traîné en justice Veolia, la Saur et Suez environnement, ainsi que certaines régies publiques qui utilisaient les mêmes méthodes. Plutôt que de respecter la loi, les compagnies ont saisi la première occasion de la faire changer.

C'est peu dire que le sénateur qui a déposé cet amendement est très lié aux trusts de l'eau. Il est le

vice-président du Syndicat des eaux d'Ile-de-France (Sedif), le plus gros contrat de Veolia en France. À Saint-Maurice, dont il est maire, son adjoint aux finances (et dauphin pressenti), est directeur des relations extérieures de la Lyonnaise des eaux (Suez) et trésorier de la Fédération professionnelle des entreprises de l'eau.

Les patrons de Suez et Veolia n'ont pas besoin d'être élus pour faire voter des lois en leur faveur. Ils ont des porte-parole pour ça.

Daniel Mescla

Lisez la revue Lutte de Classe

N° 166 - mars 2015

Grèce

Après la victoire de Syriza

Burkina Faso

L'insurrection populaire a chassé Compaoré mais l'armée contrôle sa succession

Irak et Syrie

Chronique d'une catastrophe annoncée

France

Dieudonné et Soral, ces deux figures de l'extrême droite

États-Unis

L'eau en Californie : plus précieuse que l'or

Prix : 2 euros. Envoi contre cinq timbres à 0,76 euro



Lycée Marcel-Sembat – Vénissieux : grève pour une création de poste

Jeudi 26 février, une très large majorité du personnel enseignant a fait grève pour demander la création d'un poste de conseiller principal d'éducation (CPE) supplémentaire, dont le rôle est d'assurer un suivi individuel des élèves, en particulier ceux qui sont en difficulté.

Ce lycée accueille des élèves de milieu populaire qui ont un réel besoin d'aides et de conseils. La CPE actuelle est déjà submergée par les tâches, or les effectifs d'élèves (aujourd'hui 612, plus 100 par rapport à l'an dernier) vont continuer d'augmenter l'année prochaine, dépassant les 700 élèves. C'est dire si

un deuxième poste de CPE n'est pas du luxe, surtout que d'autres lycées de taille équivalente en possèdent deux.

Les grévistes réunis en assemblée ont décidé de se rendre dans l'après-midi au rectorat où se décident les créations de postes. Des représentants du recteur les ont reçus en délégation pour

leur expliquer, sans surprise, qu'il n'y avait pas les moyens financiers de créer un poste, mais par contre qu'ils leur attribuaient un stagiaire.

A l'unanimité, ils ont considéré que cela ne faisait pas le compte. Un stagiaire, cela veut dire qu'il faut prendre le temps de le former, or la CPE est déjà surchargée. Quant au manque de moyens du rectorat, cela est dû à la politique du gouvernement, qui fait le choix de ne pas donner des moyens suffisants dans l'éducation. Certains enseignants soulignaient



le décalage entre les discours hypocrites sur la lutte contre le décrochage scolaire et la réalité du terrain.

En tout cas la détermination des grévistes est intacte. D'autant plus qu'ils ont découvert cette semaine que les effectifs d'élèves prévus pour l'an prochain sont à plus de trente par classe

pour tous les niveaux et que le rectorat veut les obliger à prendre des heures supplémentaires. Ils ont décidé collectivement d'occuper le lycée, le soir du conseil d'administration, avec le soutien des parents, et de se mettre à nouveau en grève en mars.

Correspondant LO

Université Paris-Sud – Orsay : en grève contre les coupes budgétaires

Jeudi 5 mars, les étudiants et le personnel de l'université Paris-Sud seront en grève pour protester contre les 75 suppressions de postes d'enseignants-chercheurs décidées par la présidence de leur université pour 2015-2016, suite aux coupes budgétaires annoncées par le gouvernement. En effet, aux 200 millions d'économies

annoncées par Bercy pour l'année prochaine sur le budget de l'enseignement supérieur et de la recherche, se rajouteront 60 millions supplémentaires que l'État prélève chaque année depuis 2011 sur la masse salariale du personnel des universités, en refusant de prendre en compte la revalorisation automatique des salaires liée à l'ancienneté. Pour

une université comme celle de Paris-Sud, cela représentera un trou dans le budget d'au moins 3,2 millions, que la présidence prévoit d'éponger en supprimant 75 postes.

C'est dire si les 1000 postes annoncés par le gouvernement pour l'enseignement supérieur en 2015 ne sont qu'un effet d'annonce.

En réalité, la rallonge

de 60 millions destinée à la création de ces postes est entièrement absorbée par les économies imposées sur la masse salariale par ailleurs. Cette politique est d'autant plus choquante que le gouvernement distribue des milliards d'argent public sous forme de crédit impôt recherche aux grandes entreprises privées, dont les affaires se

portent très bien.

La journée de grève du 5 mars sera l'occasion pour les étudiants et le personnel de l'université Paris-Sud de se rendre au ministère et d'y retrouver les autres universités mobilisées (Paris-13 et Paris-8), afin de demander le versement intégral des salaires et le rétablissement des postes supprimés.

Correspondant LO

Université Paris 8 – Saint-Denis : ras-le-bol des bas salaires

Une trentaine de salariés de l'université Paris 8 sont en grève depuis le 19 janvier pour l'augmentation de leur salaire. Ces salariés fonctionnaires de catégorie C et touchant de bas salaires, en majorité des femmes, secrétaires administratives ou gestionnaires, sont ces mains invisibles qui rentrent les notes, rédigent les diplômes, gèrent les inscriptions et sont indispensables au bon fonctionnement de l'université.

Ces salariées touchent autour de 1400 euros, après des dizaines d'années de travail. Certaines d'entre elles, proches de la retraite, ne toucheront que 700 à 800 euros brut de pension après trente ans de service. Elles en ont ras le bol et

dénoncent leurs salaires trop bas, qui restent inchangés malgré l'inflation, et réclament une prime de 98 euros net.

Depuis la réforme qui a imposé l'autonomie des universités, la direction de l'université a pouvoir de

décision en ce qui concerne l'attribution des primes des personnels. C'est pourquoi l'interlocuteur des grévistes est la présidente de l'université. Celle-ci n'a pour le moment cédé qu'une prime de 70 euros brut, ce qui ne fait pas le compte. Par contre, elle a envoyé une lettre aux grévistes le 24 février leur annonçant que le retrait de leurs journées de grève commencerait sur la paye de mars. Comme le disent les grévistes: «*Nous avons demandé un caddie de courses équivalent à 98 euros net ; en réalité la présidente de l'université vide nos frigos, en nous retirant*

quatre jours de paye (entre 200 et 250 euros de moins) sur notre salaire de mars!»

Les salariées poursuivent leur grève activement, organisent les piquets de grève quotidiens, des assemblées générales ouvertes à tous les personnels. Elles ont fait une soirée de soutien en s'adressant à d'autres salariés comme ceux de La Poste, et bénéficient du soutien des étudiants et du personnel de l'université.

Les grévistes réclament en outre la transparence complète sur l'attribution des primes de toutes les catégories de salariés de l'université,

et dénoncent aussi les contrats précaires, de plus en plus nombreux à l'université, ainsi que le sous-effectif chronique parmi le personnel administratif, qui oblige parfois les étudiants à attendre des heures pour leurs démarches.

Leur lutte est un premier pas pour exiger des moyens à la hauteur, un budget en hausse, nécessaire pour étudier dans de bonnes conditions et pour un bon fonctionnement de l'université. Et cela passe par des salaires décents, qui suivent l'inflation, pour tous les personnels.

Correspondant LO

FNAC : les patrons n'en ont jamais assez!

Alexandre Bompard, PDG de la FNAC, est – quelle surprise – pour la loi Macron, qui apporte selon lui des avancées significatives. Mais ouvrir ses magasins douze dimanches par an ne lui suffit pas. Il réclame une «*exception sur le culturel*», pour pouvoir ouvrir tous les dimanches, comme c'est le cas des magasins d'ameublement ou

des magasins de bricolage, qui ont aussi fini par obtenir le pouvoir d'ouvrir tous les dimanches. Alors que les syndicats avaient contesté le décret du gouvernement qui autorisait ces ouvertures, le Conseil d'État vient de le valider.

Le PDG de la FNAC utilise le prétexte de la concurrence d'Amazon, qui vend des produits culturels sur

Internet, dont 25 % le dimanche. Il oublie de préciser que la FNAC aussi vend sur Internet, ventes qui ont augmenté en 2014.

André Chapuis (CGT) explique que l'ouverture du dimanche ne créerait pas d'emplois: «*Quand on ouvre le dimanche, il n'y a pas vraiment d'embauches, mais une réorganisation des plannings. Aujourd'hui,*

les salariés du commerce travaillent déjà six jours sur sept. Où est la vie de famille?»

En 2014, la FNAC a presque triplé son bénéfice, passé de 15 à 41 millions d'euros.

Mais, pour ces grands patrons, ce n'est jamais assez. En réclamant une exception après l'autre, ils voudraient imposer

aux salariés de travailler selon le bon vouloir patronal, n'importe quel jour et à toute heure. Face à un gouvernement toujours prêt à accéder aux demandes patronales, les travailleurs de la FNAC, et du commerce dans son ensemble, ne peuvent compter que sur leurs mobilisations.

Hélène Comte

Continental-Clairoix : plus de 500 salariés déterminés à se faire respecter

Samedi 28 février entre 500 et 600 ex-salariés de Continental Clairoix se sont rassemblés dans la grande salle municipale de Thourotte, à quelques kilomètres de l'usine, pour affirmer leurs exigences envers la direction internationale de Continental AG. Cette assemblée avait été convoquée par le comité de lutte, à quelques jours de la rencontre qui doit se tenir à Francfort, le 9 mars, entre le représentant du groupe, le comité de lutte et le représentant des syndicats de Continental, qui a son siège à Hanovre.



Les travailleurs exigent la fin du harcèlement juridique de Continental qui, après s'être acquitté des sommes auxquelles la cour d'appel l'avait condamné, 29 millions d'euros, soit 40 000 euros en moyenne par salarié, a décidé de se pourvoir en cassation. Quant au DRH de Sarreguemines, il avait déclaré, juste après cette annonce : « On fera tout pour leur faire rendre jusqu'au dernier centime. » C'est ce qui a mis le feu aux poudres. Continental faisait planer l'incertitude sur le sort des sommes qu'il a dû verser aux salariés, avec des procédures

qui pourraient durer des années, et manifestait son esprit de revanche envers ceux qui, grâce à leur lutte, ont obligé le groupe multimilliardaire à transiger. Et ce message vaut pour tous les travailleurs de Continental, en particulier en France et en Allemagne.

Rappelons par ailleurs, que près de 400 ex-salariés de Clairoix pointent encore à Pôle emploi, sur les 1 113 licenciés.

Les travailleurs veulent avoir une garantie sur les sommes touchées, et veulent se faire respecter. C'est ce qui explique l'importance de cette

mobilisation, six ans après l'annonce de la fermeture.

Le 5 décembre déjà, rassemblés à près de 500 devant l'usine de Clairoix, ils avaient voté une motion de mise en demeure à la direction générale et décidé d'aller à l'usine Continental d'Aix-la-Chapelle s'adresser à leurs camarades d'Allemagne. C'est juste au moment de la réservation des cars que la direction centrale a proposé cette réunion à Francfort, loin du siège à Hanovre et loin de Clairoix.

D'ailleurs la conscience que ce qui se joue est partagée bien au-delà de l'usine de Clairoix. Le comité avait

lancé un appel aux syndicats de Continental, envoyé en France et dans une partie des usines Continental d'Allemagne. L'accueil a été bon partout. Des messages d'encouragement sont venus de différents syndicats ainsi que du représentant syndical de tout le groupe. Le secrétaire de la CGT de Continental Toulouse est venu apporter le soutien de ses camarades.

Partout Continental est engagé en ce moment, malgré des profits extraordinaires, dans une course au chantage à la productivité et à la fermeture. La lutte des travailleurs de Clairoix avait redonné confiance

à bien des travailleurs et cela avait débouché depuis la fin 2009 sur une série de grèves et de mobilisations, en France comme en Allemagne, à l'occasion desquelles les travailleurs ont contesté, et parfois avec succès, les attaques de la direction du groupe. Cela reste aussi dans les mémoires des travailleurs, comme de la direction du groupe.

En tous les cas, les travailleurs rassemblés ont pris l'engagement de rester mobilisés, en étant prêts à agir si la réunion de Francfort ne débouchait sur rien.

Correspondant LO

Airbus Nantes et Saint-Nazaire : débrayages contre la réorganisation des horaires

Judi 26 et vendredi 27 février, sur les deux usines Airbus de Nantes et Saint-Nazaire, 1 350 salariés travaillant en équipe en 2x8 ont débrayé une heure, pour protester contre une réorganisation des horaires qui les obligerait à rester une heure de plus dans l'usine.

Ces deux usines Airbus, essentiellement des sites de production, emploient pour Nantes 2 300 salariés et 300 intérimaires et pour Saint-Nazaire 2 800 salariés et 400 intérimaires.

Parallèlement, toujours pour ces deux usines, la direction vient d'annoncer le gel des embauches pour les deux ans à venir et, pour tout Airbus Group, l'allongement du temps de travail des cadres et une montée en puissance des cadences pour le nouvel avion, l'A350, et l'A320 XLR, qui se vendent très bien.

Nouvelle annonce aussi, sur l'usine de Nantes : un tiers des intérimaires ne seraient pas repris.

Lessalariés apprenaient, le matin même des débrayages, qu'Airbus Group battait tous ses records en matière de commandes (dix années de travail assuré), avec des bénéfices en hausse de 59 % pour l'année 2014, soit l'équivalent de 2,34 milliards d'euros dont

plus d'un milliard pour les actionnaires !

Ces annonces conjuguées ont eu pour effet de provoquer, à l'appel des syndicats CGT et CFDT, des débrayages et des rassemblements devant les bureaux des deux directions, de l'ordre de plusieurs centaines de personnes, alors que seules les équipes travaillant en 2x8 sont pour l'instant concernées par cette modification des horaires.

En effet ces nouvelles attaques passent mal. Elles s'ajoutent aux pressions déjà quotidiennes pour les heures supplémentaires, le travail du samedi, et aux conditions de travail qui se détériorent.

Alors, dans ce contexte euphorique pour les actionnaires et les grands dirigeants, ce nouveau serrage de vis pour les salariés choque. Mais il est parfaitement justifié pour ces grands patrons qui déclarent avec cynisme : « Il nous faut continuer à

diminuer nos coûts (...) pour continuer à grandir et protéger notre futur. »

Ils avancent aussi l'argument qu'ils ont déjà beaucoup embauché les années précédentes : 1 200 embauches ces trois dernières années pour Saint-Nazaire. Cela semble beaucoup mais, quand on fait le décompte entre les arrivées et les départs (surtout en retraite), le solde est à peine positif. Pour Nantes par

exemple, cela représente une vingtaine de salariés en plus pour 2014, ce qui ne suffit pas pour sortir la production.

Il n'est pas dit que les salariés acceptent une telle dégradation de leurs conditions de travail, et surtout de travailler plus alors que le chômage explose. Beaucoup comprennent que, derrière les belles phrases, ce qui continue à grandir c'est la fortune

des actionnaires, et que ce qui est protégé ce sont leurs futurs profits. Pour 2015, ils prévoient d'augmenter les dividendes de 65 %.

Les débrayages de la semaine dernière ont changé l'ambiance. Mardi 3 mars, ils continuaient de plus belle. C'est un encouragement pour tous ceux qui pensent qu'il est temps que la classe ouvrière relève la tête et dise : non, ça suffit !

Correspondant LO

• Saint-Jacques-de-la-Lande : mobilisation contre les licenciements

Le Centre de la Lande est une association dont les vingt salariés, aidés de dizaines de bénévoles, mènent des actions qui vont de l'aide scolaire aux enfants à l'épicerie sociale. Elles sont appréciées par les habitants d'une commune populaire, où plus de 10 % des actifs sont au chômage.

Il y a peu, on a appris que la subvention d'État de 54 000 euros ne sera pas reconduite en 2015. Et c'est avec stupeur qu'on apprenait que le licenciement de plusieurs salariés était

envisagé.

Le maire de la commune, président de Rennes Métropole, est dirigeant du Parti socialiste d'Ille-et-Vilaine. Pour l'instant, il ne veut pas combler le déficit dû à la perte de la subvention d'État. Lui qui était si virulent à dénoncer les baisses de dotations de l'État aux collectivités locales du temps de Sarkozy, les justifie maintenant que ses amis politiques sont au gouvernement...

Judi 26 février, les travailleurs du Centre de la Lande, soutenus par des

bénévoles, ont manifesté devant le conseil d'administration, alertant la presse. Depuis, ils diffusent un tract pour appeler la population à les soutenir par une manifestation dans le centre-ville de Saint-Jacques, le jeudi 5 mars.

Ils entendent bien amplifier la mobilisation, pour obliger les responsables socialistes locaux à trouver des financements. Il n'est pas question pour eux d'accepter le moindre licenciement !

Correspondant LO

Basse-Normandie : les facteurs prolongent leur grève

Contre la coupure méridienne, mardi 24 février, les facteurs de Basse-Normandie se sont mobilisés comme rarement dans toute la région, en venant manifester à 550 à Caen. Il y avait de quoi : cette coupure à la mi-journée entraîne des journées plus longues, des tournées surchargées, et la prime de collation en moins. Il est estimé que tout cela mènerait à la suppression de près de 1 500 emplois sur toute la France ; autant de chômeurs en plus.

Dans de nombreux bureaux la grève a continué, parfois jusqu'à cinq ou six jours, montrant la détermination des facteurs. Dans le Calvados, à Colombelles, la grève a toujours été largement majoritaire, jusqu'au samedi. De même à Hérouville, Caen ou Carpiquet, la mobilisation a été forte et prolongée. Dans l'Orne aussi, notamment à Rémalard. Elle a permis aux postiers de se rencontrer, et de vérifier par les discussions que les problèmes sont les mêmes partout.

La direction régionale, qui voulait imposer la méridienne dans tous les bureaux, a dû en rabattre. Dans bien des centres en cours de réorganisation, les directeurs se sont engagés à proposer des scénarios

sans méridienne pour les deux ans à venir. Le mouvement a forcé La Poste à tenir compte des facteurs.

En faisant face à une mobilisation divisée plaque par plaque à partir du mercredi, la direction a pu rester ferme dans certains endroits parmi les plus combattifs, et ne céder qu'en paroles dans d'autres bureaux.

Une leçon à retenir : ce qui faisait la force des facteurs le 24, c'était leur unité dans toute la région. La direction mène une même politique partout : suppressions d'emplois, réorganisations permanentes. À la prochaine occasion, le mouvement sera d'autant plus fort que les facteurs seront unis, dans la région, voire au-delà.

Correspondant LO

Centre de tri postal - Limoges : la bonne santé des agents ? À d'autres !

Les postiers du centre de tri de Limoges viennent de faire 48 heures de grève à l'appel de la CGT et de SUD, contre le projet de la direction qui détourne une partie du trafic vers d'autres centres. Elle veut supprimer les brigades de nuit (20h - 6h) au prétexte que cela coûte trop cher maintenant de payer au tarif de nuit.

En échange, elle propose de renforcer la brigade 17h - 24h du lundi au vendredi et certains samedis, ou la brigade « boulangère » : 3h30 - 10h15 sur cinq jours ou 3h30 - 12h sur quatre jours.

Embaucher ou débaucher à ces heures-là, quel progrès !

Vendredi 27, un rassemblement a eu lieu devant le centre de tri. Des travailleurs de Valéo en grève pour les salaires, qui assuraient un piquet devant l'entrée de leur usine voisine du centre, sont venus rendre visite aux postiers.

La direction du centre n'ayant pas montré le bout de son nez, une

cinquantaine de postiers sont descendus en ville, où ils ont fini par être reçus par le directeur adjoint du Courrier... qui n'avait rien à leur dire, si ce n'est qu'une réunion aurait lieu mardi 3 mars avec l'ensemble des syndicats et que, la réorganisation ne devant avoir lieu qu'en juin, il n'y avait pas urgence.

Parallèlement, CGT et SUD ont édité en commun un tract à destination des facteurs. En effet, ces nouveaux horaires retardant le départ du courrier vers les bureaux de poste, leur heure d'embauche serait repoussée d'autant et les tournées finiraient du coup bien au-delà de midi.

Cela, et ce n'est sans doute pas un hasard, juste au moment où leur direction voudrait imposer, « pour le bien-être des agents », une pause méridienne (une coupure non payée à midi) obligeant les facteurs à revenir au travail l'après-midi.

De quoi rassembler tout le monde !

Correspondant LO.

SNCF Châtillon : la solidarité a payé

Aux ateliers SNCF de Châtillon, où sont entretenus les TGV, un jeune embauché en emploi d'avenir depuis dix-huit mois était convoqué jeudi 26 février à un entretien en vue d'un blâme avec inscription et du non-renouvellement de son contrat.

Sans la solidarité de ses collègues, il aurait été privé de son gagne-pain et marqué au fer rouge à Pôle emploi, alors que rien ne lui était reproché sur son travail.

Ayant appris la menace, à l'initiative de plusieurs militants syndicaux, une pétition recueillait rapidement 160 signatures. Et, le jour de l'entretien, une quarantaine de cheminots

étaient présents dans les locaux, bien décidés à ne pas laisser tomber leur collègue. Une délégation de six travailleurs, syndiqués et non syndiqués, a accompagné le jeune à l'entretien. Mais, au bout de deux heures, le directeur acceptait seulement de revenir sur la menace de sanction, mais pas de renouveler le contrat. Pardessus le marché, des chefs sont venus tenter d'intimider les cheminots présents en les menaçant d'absence irrégulière. Cela a eu l'effet inverse de celui escompté : tous les cheminots sont rentrés dans la salle. Comme le directeur hésitait sur la conduite à tenir, un des participants lui a dit : « Vous

avez 48 heures. Si vous ne renouvelez pas son contrat, on revient lundi ! »

Après une demi-heure de réflexion, la direction acceptait de reconduire le contrat et demandait une nouvelle réunion aux syndicats pour finaliser la décision le lendemain. À cette entrevue, elle confirmait le renouvellement en vue d'une embauche au statut, mais refusait de revenir sur la menace de sanction.

Tout en sachant qu'il faudra rester vigilant, c'est donc une victoire. Comme l'a dit le jeune : « Je pensais n'être qu'un numéro, j'ai découvert ce que c'est la solidarité ! »

Correspondant LO



Groupe Bigard : pour 400 euros de plus !

Plus de 2 000 salariés travaillant pour le groupe Bigard, troisième industriel européen de la viande, ont débrayé en France jeudi 26 février.

Selon le délégué central

CGT, « la direction nous propose une augmentation de 0,7%, soit en moyenne 14 euros brut de plus par mois. Nous exigeons 1 850 euros, au lieu des 1 437 euros du salaire de base. »

À Quimperlé plus de 600 travailleurs ont débrayé, ainsi que d'autres à Montauban, Castres... Un bon début !

Correspondant LO

Abattoirs AIM : non aux licenciements

Sur les 600 emplois du groupe AIM (Abattoirs industriels de la Manche), plus de 400 seraient menacés. Les sites de Nogentle-Rotrou en Eure-et-Loir (20 salariés) et Bernay dans l'Eure (10 salariés) seraient fermés. L'usine d'Antrain en Ile-et-Vilaine pourrait être reprise, mais perdrait au minimum 70 emplois.

Enfin, l'abattoir de porcs de Sainte-Cécile dans la Manche, qui compte 397 salariés, pourrait voir plus de 70 % de ses salariés licenciés ! Depuis cette annonce le jeudi 19 février, l'usine est en grève et entre 200 et

300 travailleurs ont manifesté à Sainte-Cécile vendredi soir. Jeudi 27 février, ils étaient 150 à manifester devant le ministère de l'Agriculture.

Ils ont raison de ne pas se laisser faire, car les travailleurs ne peuvent compter que sur leurs luttes pour faire reculer les patrons.

Correspondant LO



DANS LES ENTREPRISES

Algérie : la population du sud mobilisée contre l'exploitation du gaz de schiste

Samedi 28 février, des affrontements ont une nouvelle fois eu lieu entre les forces de l'ordre algériennes et les habitants d'In Salah, oasis de 30 000 habitants dans le Sahara, mobilisés depuis deux mois contre les forages de gaz de schiste.

Cette ville manque de tout, de services publics comme de travail pour les jeunes. Il faut faire des centaines de kilomètres dans le désert, jusqu'aux villes voisines de Tamanrasset et d'Adrar, pour trouver un médecin spécialiste. La population pauvre survit de petite agriculture, d'élevage et de travaux précaires. Avoir un accès à l'eau est vital pour eux. Les eaux souterraines ne manquent pas, mais elles sont surtout

exploitées pour l'industrie, et il en reste peu pour l'irrigation. L'eau qui arrive au robinet est saumâtre, ce qui entraîne diverses maladies.

Or l'extraction du gaz de schiste nécessite de grandes quantités d'eau. Elles seront additionnées de produits chimiques et, vu le contexte, largement rejetées sans contrôle. La pollution des nappes phréatiques risque d'être catastrophique pour la vie

dans l'oasis.

À l'annonce des premiers forages, fin décembre, la colère avait éclaté. Depuis le 1^{er} janvier, manifestations, barrages, sit-in se succèdent quotidiennement et mobilisent des milliers de personnes déterminées à obtenir l'arrêt immédiat des opérations. Le mouvement s'est étendu à d'autres oasis du Sud algérien concernées aussi par le problème.

Le pouvoir a répondu par la répression, mais ni les matraques, ni l'intervention du président Bouteflika, déclarant que le pétrole et le gaz de schiste étaient des « dons de Dieu » qu'il fallait faire fructifier, n'ont entamé



la détermination des manifestants. Les habitants d'In Salah, d'où on a extrait des quantités colossales de gaz depuis soixante ans, sont bien placés pour savoir que la manne pétrolière ne leur profitera pas. Mais elle profitera à coup sûr aux trusts du pétrole, l'américain Halliburton, le norvégien Statoil ou encore le français Total, à qui l'État algérien vient d'attribuer des contrats d'exploitation.

Les habitants gardent en mémoire les essais nucléaires du Sahara, qui ont permis à la France de

mettre au point sa bombe atomique, il y a cinquante ans, et qui sont encore un problème sanitaire aujourd'hui. Ils savent aussi que l'oasis d'Ouargla subit encore les conséquences d'un forage de trop fait par Total en 1978, qui a entraîné un effondrement et une contamination progressive des eaux. Voilà aussi pourquoi ils refusent d'être à nouveau sacrifiés, eux et leurs enfants, pour les profits de la classe dirigeante algérienne et de ses alliés pétroliers.

Serge Fauveau

Déficit budgétaire : jeu de rôles entre Paris et Bruxelles

Alors que le gouvernement aurait préféré laisser à son successeur, après les élections de 2017, le soin de ramener le déficit budgétaire en dessous de la barre des 3 % du produit intérieur brut (PIB), la Commission européenne lui a signifié le 26 février qu'il lui fallait y arriver précisément pour 2017.

Alors que tous les gouvernements français n'ont plus respecté ce fameux « critère de Maastricht » depuis 2008. Bruxelles a aussi indiqué que le plan d'austérité de 50 milliards d'euros d'économies de Valls n'y suffirait pas et qu'il

fallait y rajouter 30 autres milliards.

Vexé que les attaques contre les travailleurs, contenues dans sa récente loi adoptée au forceps, n'aient pas été retenues comme un bon point par Bruxelles, le ministre de

l'Économie Macron a alors adopté la posture classique de défense de la France contre l'Europe. Le 2 mars, il a déclaré qu'il n'est pas question de faire 30 milliards supplémentaires d'économies, mais il s'est engagé à toujours plus de réformes propatronales.

Cette polémique est un théâtre où font semblant de s'opposer le gouvernement français et la Commission européenne, qui sont pourtant d'accord sur l'essentiel. Pour eux, il faut que les travailleurs payent pour

que les banques encaissent chaque année environ 45 milliards d'intérêts, rien que sur le budget de l'État français.

Quand le gouvernement français baisse les dépenses sociales, augmente la TVA, démantèle des services publics, taille dans les effectifs de l'Éducation nationale, des hôpitaux, etc., c'est en fait pour consacrer ses moyens financiers à aider les plus riches au travers de dégrèvements d'impôt ou d'aides aux plus grandes entreprises. Mais,

comme ils ne veulent pas en assumer la responsabilité, ils prétendent que c'est à cause de la Commission européenne.

Cette mauvaise pièce, avec des acteurs tous au service du grand patronat, se joue depuis trop longtemps. Elle n'est probablement pas finie, mais on sait déjà que les travailleurs sont amenés à en faire les frais. À moins qu'ils ne refusent de payer à la place de la bourgeoisie.

Lucien Déroit

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte Ouvrière

Union communiste (trotskyste),
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union Communiste trotskyste qui publie *Lutte Ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte Ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1^{er} janvier 1970 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12 000 exemplaires. Impression: Rotos-Presses Numeris, 36, boulevard Robert-Schumann 93190 Livry-Gargan. - Commission paritaire des publications n° 1019 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal mars 2015.

Lutte Ouvrière c/o Éditions d'Avron, 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte Ouvrière (Île-de-France) c/o Éditions d'Avron, 155, avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin. Téléphone: 01 48 10 86 20 - Télécopie: 01 48 10 86 26

Versez à la souscription de Lutte Ouvrière

Pour financer ses activités dans la période qui vient, Lutte Ouvrière ne peut compter que sur ses militants, ses sympathisants, sur tous ceux qui partagent avec nous la conviction qu'il faut mettre fin à l'organisation sociale actuelle basée sur l'exploitation, le profit privé et la concurrence. C'est à eux que nous faisons appel aujourd'hui pour verser à notre souscription.

Merci d'adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de: Association de financement du parti Lutte Ouvrière, en les envoyant à l'adresse

suivante: Lutte Ouvrière, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

Merci aussi de nous indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse pour nous permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique, plafonnés par la loi à 7 500 € par an, donnent droit à une réduction d'impôt par la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 € donnera droit à une réduction d'impôt de 200 €, à

condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

L'association de financement du parti Lutte Ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7 500 € par an. Tout don supérieur à 150 € doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte Ouvrière Lutte de classe
Nom Prénom
Adresse
Code Postal Ville

Ci-joint la somme de :

Chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 233, 75865 PARIS Cedex 18

Tarif des abonnements	Lutte Ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
Destination			
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Union européenne de l'Ouest, Suisse	38 €	76 €	21 €
Reste de l'Europe	35 €	70 €	20 €
Amérique du Nord, Proche et Moyen Orient, Asie	42 €	84 €	22 €
Afrique, Amérique centrale et du Sud, Océanie	46 €	91 €	24 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur internet

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos

www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Pour les malvoyants

www.lutte-ouvriere-audio.org

Grèce : face à la pression du capital, quelle voie pour les travailleurs ?

Les grandes puissances et les institutions financières maintiennent leur pression sur le gouvernement grec. Malgré quelques concessions verbales, elles exigent que la population continue à payer.

Face à cela, le gouvernement de Tsipras essaie malgré tout de répondre à certaines des aspirations de la population, en remplissant une partie de son programme électoral.

Il a publié son projet de loi pour lutter contre la crise humanitaire, censé soulager les familles vivant en dessous du seuil de pauvreté. Il prévoit, pour 300 000 familles, le rétablissement du courant et la fourniture gratuite de 300 kilowattheures chaque mois jusqu'à la fin de l'année. Il propose une aide au logement de 70 euros par personne, jusqu'à 220 euros pour une famille de quatre personnes. 30 000 ménages seraient concernés. Enfin, des bons de nourriture seraient distribués à

300 000 familles.

Le gouvernement de Tsipras a ainsi mis en forme une de ses promesses électorales, après une fin de semaine où, suite à son accord avec l'Eurogroupe le 25 février, il a été contesté à la fois à l'intérieur et à l'extérieur de son parti. À l'intérieur, au comité central, la motion de la gauche lui reprochant sa signature et le manque de débat préalable dans le parti aurait été approuvée par 40 % des membres. À l'extérieur, le Parti communiste (KKE) a appelé à une manifestation de protestation, le 27 février, devant le Parlement, en réclamant l'annulation des plans d'austérité, la sortie de l'Union européenne et de l'euro.

Le projet de loi devra

être voté au Parlement pour entrer en vigueur et il devra être financé comme devront l'être les autres mesures, aux budgets plus conséquents.

Où trouver l'argent ? Dans la répression de l'évasion fiscale, qui est une des promesses du gouvernement ? Le ministre chargé de la lutte contre la corruption dit avoir dans sa ligne de mire 3 500 comptes de fraudeurs, d'un montant estimé à 7 milliards d'euros : il espère en récupérer 2,5 milliards d'ici l'été. Avec les comptes grecs en Suisse, les sommes échappant au pays atteindraient 120 milliards d'euros, mais principalement dans des fonds d'investissements auxquels, dit le ministre, la Grèce n'a pas accès.

Le gouvernement Tsipras mise aussi sur le versement de ce que les institutions européennes doivent au pays, mais elles exigent de superviser les

mesures qu'il prend. Varoufakis, le ministre des Finances, devra présenter le 9 mars une série de réformes pour obtenir, au moins en partie, le dernier versement prévu par le précédent gouvernement.

Varoufakis dit vouloir faire payer les riches Grecs et a évoqué la possibilité de créer une taxe spéciale. Pour le moment, la pression des patrons grecs pour préserver leurs intérêts ne faiblit pas. Comme ils craignent le retour des conventions collectives, ils se dépêchent de modifier les contrats de travail, en menaçant de licenciement les travailleurs qui refuseraient de voir leurs horaires et leur salaire revus à la baisse.

Tsipras a répété que le chemin serait long et difficile, et qu'il faudrait lutter « jour après jour » pour imposer des changements. Force est de constater que la partie de son programme

mise pour l'instant en attente est celle qui porterait directement atteinte aux profits privés, comme l'augmentation des salaires. Tsipras ne met en avant que des mesures acceptables par le capital international, avec lequel il est contraint de composer, mais aussi par la bourgeoisie grecque, qu'il pourrait pourtant contraindre.

Or seuls les travailleurs mobilisés peuvent créer un rapport de force qui fasse reculer ceux qui leur font payer la crise depuis des années. Qu'elle fasse ou non confiance à Tsipras, pour obtenir concrètement ne serait-ce que quelques améliorations de son sort, la population doit s'organiser. Les travailleurs ne pourront gagner qu'en se faisant craindre de ceux qui les affament pour préserver leurs profits, à commencer par leurs propres patrons.

Sylvie Maréchal

Parlementaires auprès d'Assad : pieds nickelés ou poissons pilotes de l'impérialisme français ?

Le 24 février, deux députés et deux sénateurs, de l'UMP, du PS et de l'UDI, sont allés en Syrie rencontrer le dictateur Bachar al-Assad. Le ministre des Affaires étrangères Laurent Fabius, tout en avouant avoir été mis au courant, a désapprouvé cette initiative. Mais, derrière cette position de façade, il est tout à fait possible que la seule chose que le gouvernement reproche à cette expédition soit d'être un peu prématurée et un peu trop médiatisée.

Celui qui s'est le plus fait remarquer à cette occasion est Jacques Myard, député UMP des Yvelines, diplomate de formation, membre du groupe d'amitié France-Syrie de l'Assemblée nationale. Il a rendu compte de son voyage dans un communiqué contenant un certain nombre d'âneries. Se trompant sur les noms des personnes rencontrées, mentionnant au moins une personne décédée depuis plus de deux ans, il a au passage arabisé le nom du secrétaire général des Nations unies, le coréen Ban Ki-moon, le rebaptisant « Ben Kimoun ».

Jacques Myard était accompagné de Gérard Bapt, député PS et président du groupe d'amitié France-Syrie à l'Assemblée nationale, Jean-Pierre Vial, sénateur UMP et président du

groupe d'amitié France-Syrie du Sénat, et François Zocchetto, sénateur UDI de Mayenne... lui aussi membre du groupe d'amitié déjà cité.

Le gouvernement et la plupart des dirigeants de la droite, dont Sarkozy, ont tenu à se démarquer de cette opération. Un diplomate français a tenu à dire : « Notre ligne est inchangée : on ne parle pas à Bachar. » Inchangée... jusqu'à quand ? Ce ne serait pas le premier revirement des dirigeants français vis-à-vis de la dictature syrienne.

On peut rappeler qu'après plusieurs années de brouille la France avait renoué des liens avec Bachar al-Assad en 2008, quand Sarkozy avait lancé l'Union pour la Méditerranée. Cette union visait à ouvrir les pays arabes,

comme la Syrie, aux capitaux des multinationales européennes, notamment françaises. Il est tout à fait possible que sous prétexte de la lutte contre les milices de l'État islamique, le gouvernement français fasse le choix de s'appuyer plus ouvertement, de nouveau, sur le dictateur syrien.

Stéphane Hénin, journaliste français, otage de l'État islamique pendant dix mois, a déclaré d'ailleurs que, par les exactions dont il était directement responsable, le régime de Bachar al-Assad était, selon lui, « le meilleur sergent recruteur de l'État islamique ». Il a dénoncé ces « hélicoptères du régime syrien qui jettent des barils de TNT sur les populations civiles » en Syrie. Des hélicoptères que les avions de la coalition internationale laissent complaisamment agir.

Les crimes des uns servent d'alibi aux autres. Et tous massacrent sans sourciller et sans pitié les populations. Les puissances impérialistes, France incluse, arment, financent ou soutiennent le clan qui sert au mieux leurs intérêts du moment.

Pierre Royan

États-Unis : élections municipales de Chicago

Ed Hershey a fait entendre la voix de la classe ouvrière

Ed Hershey, militant révolutionnaire, a obtenu 602 voix, soit 8,23 %, dans le 25^e district de Chicago. Il s'agit d'un des 50 districts de la ville, chacun élisant un membre du conseil municipal.

Ce militant avait été très actif lors de la grève menée par les enseignants de Chicago en septembre 2012, contre les attaques de l'État fédéral et de la municipalité envers les écoles publiques des quartiers populaires, fermées les unes après les autres pour être remplacées par des écoles à gestion privée.

Soutenu par l'organisation trotskyste américaine *The Spark*, Ed Hershey a fait campagne en expliquant que l'argent existe dans cette ville, de l'argent qui pourrait être utilisé pour des écoles et des services publics dignes de ce nom. Cet argent, dit-il, a été volé par les banques et par les riches, servis par le maire démocrate Rahm Emanuel et les conseillers municipaux qui lui sont liés. Dans le 25^e district, un autre candidat, le socialiste Jorge Mújica, militant de longue date pour les droits des immigrés, a obtenu 900 voix. En tout, plus de 20 % des électeurs du district ont donc voté pour un de ces deux candidats socialistes.

Chicago, la troisième ville des États-Unis par sa population, est un bastion traditionnel des

démocrates. Maire depuis 2011, Rahm Emanuel est l'ancien chef de cabinet d'Obama. Son mandat a été marqué par des attaques contre les écoles publiques des quartiers populaires : il en a fermé 50 en 2013. Plein d'arrogance, Emanuel expliquait ainsi en 2012 que 25 % des écoliers de la ville n'arriveraient à rien, et qu'il était inutile de gaspiller de l'argent pour eux.

Pour sa campagne, il a bénéficié de l'appui des riches de la ville ainsi que de nombreux bureaucrates syndicaux, soutiens traditionnels du Parti démocrate. Obama lui-même, qui fit sa carrière politique à Chicago, est venu lui apporter son soutien. En vain. Alors qu'en 2011 Emanuel avait été élu dès le premier tour avec 55 % des voix, il n'en a recueilli que 45 % et a été mis en ballottage par un autre candidat démocrate, Jesus « Chuy » Garcia, un Mexicain-Américain. Si ce résultat n'ouvre pas de perspectives pour les travailleurs, dont nombre se sont d'ailleurs abstenus, il n'en représente pas moins un désaveu cinglant pour Emanuel et pour Obama.

Michel Bondelet